

**Ousmane Gaoual avertit Bantama, Malick et Hady Barry**

Page 2



A la veille du 4 août

**Malick Sankhon redonne du tonus au Rpg**

*Au stade Kabinet Kouyaté, le président de la CRAC a remobilisé les troupes en faveur du régime.*  
Page 8



Abdoulaye Condé, conseiller du PDG du GBM

**“Antonio Souaré est une valeur à protéger”**

Pages 10 & 11



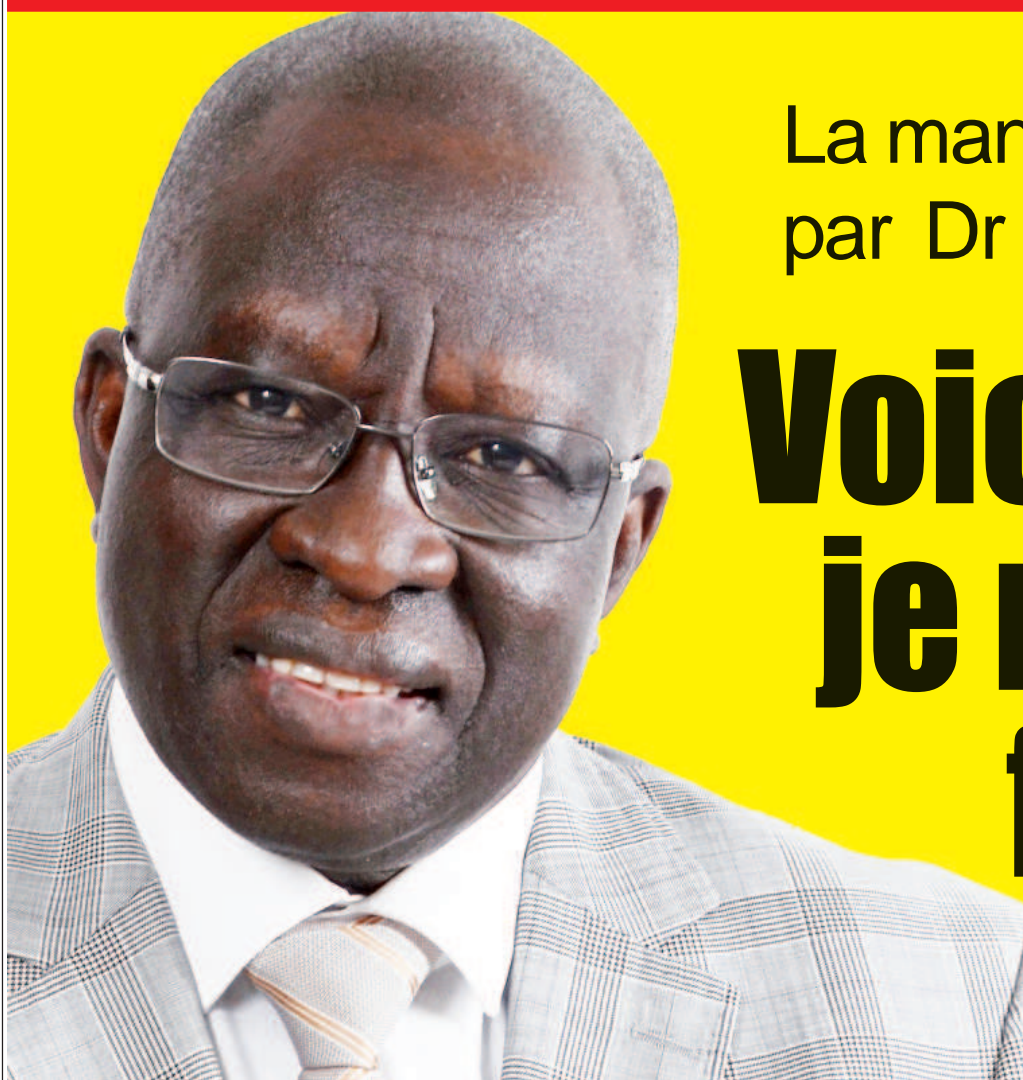
# le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale ● N°520 ● LUNDI 1<sup>er</sup> AOÛT 2016 ● 3000 FG ● Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (00224) 655 404 294

Tensions politiques extrêmes et fragilité des fibres ethniques

## Les raisons d'un probable maléfice



La manif du 4 août vue  
par Dr Sékou Koureissy Condé

# Voici pourquoi je ne suis pas favorable ...

Page 4

### JUSTICE



La légitime défense  
ne peut être assimilée  
à la vengeance ...

**Le juge de  
Kérouané  
explique**

Page 2

### POLITIQUE

**Rafiou se  
repositionne  
avec la  
mouvance**

Page 5



Mamadouba Toss conseille  
à l'opposition de...

**«Ne point  
s'enfermer  
dans la  
contestation»**

Page 3





## Confidences PUBLIQUES



**Ousmane Gaoual Diallo lance un avertissement à Bantama, Malick Sankhon et Hady Barry**  
Les tenants de l'opposition sont décidés à tenir la manifestation prévue le 4 août 2016 à Conakry. La semaine dernière, le député Ousmane Gaoual Diallo a lancé ses 3 commandements aux partisans de l'exercice absolu du droit constitutionnel de manifester. A la manière de feu le doyen Ba Mamadou, il leur a dit de se tenir prêts pour le jour "J". Aux partisans du régime actuel, le député leur a demandé gentiment mais dans un ton ferme de «soutenir Alpha Condé et sa tyrannie» en choisissant «un autre jour» et «un autre itinéraire, pour s'exprimer». A défaut, avertit le député «le 4 août, si on les voit dans la rue, ils seront là pour déclencher ce qui ne s'arrêtera jamais, parce qu'on ne pardonnera pas».

Quant aux faucons du pouvoir, le député Ufdg de Gaoual en a appelé «à tous les militants de» de son parti à localiser «des maintenant, les parents de Bantama Sow, de Malick Sankhon, de Hady Barry et tous ces pyromanes» à Conakry. Et pour cause? Le député explique: «Si on entend Malick Sankhon dire qu'on a donné de l'argent pour que quelqu'un aille créer de la violence, c'est parce que son père, sa mère, ses enfants sont à l'abri. Il faut qu'ils comprennent que quand ils vont déclencher la violence, ils la paieront dans leur propre chair. Il faut que Bantama Sow sache qu'on ira jusqu'à Bantama, son village à Mamou, pour chercher ses parents s'il provoque la violence dans ce pays. Quand on va enterrer nos morts, qu'il aille aussi à Mamou enterrer ses parents.»

Ces formules chocs du jeune député de Gaoual tonnent dans la même verve que celles qu'aimait tenir feu le doyen Ba Mamadou, ancien compaire politique d'Alpha Condé durant les années 90. A l'époque, quand des leaders frileux et autres poltrons sauteurs de mur de stade miaulaient face aux menaces partisans et belliqueuses du régime Conté, Ba Mamadou leur faisaient manger un à un des murs et des pas murs aux travers de ses actions politiques conformes à l'esprit du droit et du devoir vis-à-vis de la République.

## Libre Tribune/

# La légitime défense ne peut être assimilée à la vengeance ...

La légitime défense l'une des causes d'irresponsabilité pénale, trouve son fondement dans les articles 59 et 320 du code pénal guinéen de 1998. Elle empêche que soit engagée la responsabilité pénale de l'auteur bien que l'infraction commise soit constituée dans tous ses éléments à savoir :

L'élément légal (les dispositions du code pénal et textes annexes).

L'élément matériel (le fait d'agir pour accomplir un acte).

L'élément moral (l'intention coupable).

Face à une cause d'irresponsabilité pénale notamment la démence (la maladie mentale), l'état de nécessité (qui consiste à autoriser une action illégale pour empêcher la réalisation d'un dommage plus grave), les juges a priori constatent qu'une infraction a bel et bien été commise, puis conclut que l'auteur de ladite infraction n'est pas juridiquement coupable ce qui signifie que l'intéressé n'est ni déclaré coupable ni bien sûr condamné.

Il s'agit plus précisément d'un fait justificatif, si nous voulons une cause d'irresponsabilité liée à l'infraction elle-même et non à son auteur.

En effet ; la notion de légitime défense s'applique lorsqu'une personne agressee n'ayant pas d'autres choix fini par se défendre. Elle s'applique aussi bien aux individus qu'aux États.

Entendons par légitime défense comme l'autorisation légale de faire cesser une agression immédiate et injustifiée contre soi-même, à autrui ou à ses biens, ou encore pour interrompre l'exécution d'un délit ou d'un crime à l'encontre d'un bien par des moyens en d'autres cas interdits.

A propos l'article 320 du code pénal guinéen de 1998 dispose : « Est présumé agir en état de légitime défense, celui qui commet un homicide, porte volontairement des coups ou faits des blessures soit en repoussant, pendant la nuit, l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrées d'une maison, d'un appartement



**Mohamed Diawara**  
Magistrat, juge d'Instruction à Kérouané Tél : 624094909

habité ou de leurs dépendances, soit en se défendant contre les auteurs de vols ou de pillages exercées avec violence.»

Il ressort du présent article que la personne en état de légitime défense est pénalement irresponsable de ses actes. Elle ne doit pas être sanctionnée par la justice.

Ce faisant, trois(3) critères sont à observer :

-Premièrement l'acte nécessaire: Il n'y a aucun autre moyen de se soustraire au danger ou de commettre l'acte pour se défendre, défendre une personne ou ses biens.

-Deuxièmement la simultanéité: La riposte doit être immédiate, donc en matière de légitime défense, on ne doit pas agir par vengeance ou dans le but d'anéantir l'agresseur en fuite.

Rappelons que la légitime défense est une notion mal comprise et surtout mal assimilée par bon nombre de personnes mais qu'il ne faut surtout pas confondre avec la vengeance c'est pourquoi, nous avons trouvé opportun de préciser que ces deux(2) notions (la légitime défense et la vengeance) se séparent fondamentalement elles ne sauraient être les mêmes loin s'en faut. Si la légitime défense fait partie des circonstances qui justifient ou légitiment une infraction, la vengeance quant à elle ne peut l'être. Un exemple pratique en la matière, tirer son agresseur dessus alors que ce dernier est en train de se sauver n'est plus un acte

de défense mais une réaction guidée dans l'optique de se faire justice donc de vengeance. Puisque personne n'a le droit de se faire justice soi-même, l'auteur de la vengeance est sans nul doute sanctionné par la justice ce faisant, en aucun cas la légitime défense ne peut être assimilée à la vengeance.

Cette précision vise surtout à distinguer la légitime défense de la vengeance (le fait de se faire justice soi-même), deux(2) notions qui méritent d'être distinguées pour éviter les malentendus, les approximations, voire les erreurs judiciaires.

-Troisièmement la proportionnalité de la riposte à l'agression : Il ne doit pas y avoir d'excès dans la riposte.

La légitime défense ne saurait être retenue lorsqu'en réponse, un agresseur non armé aura été tiré dessus à bout portant par la victime.

En sus de ces trois(3) critères, l'attaque contre soi-même ou autrui doit également répondre à trois conditions:

**1 -Etre actuelle :** le danger est imminent ; l'agression et la riposte doivent être concomitantes c'est-à-dire dans une même unité de temps. Dès lors qu'un temps plus ou moins long s'est écoulé entre l'attaque et la riposte, on ne saurait parler de la présence du danger. Rappelons de nouveau que la fuite de l'agresseur exclut la notion de légitime défense.

**2-Etre injustifiée :** Il ne saurait y avoir agression si l'acte est juste, c'est-à-dire autorisé ou ordonné par la loi. L'usage de la force par une personne peut être justifié. En guise d'illustration, la riposte aux forces de police qui font usage de force nécessaire pour le maintien d'ordre pendant une manifestation ne peut être assimilée à la légitime défense.

**3-Etre réelle :** l'agression ne doit pas être putative, c'est-à-dire, les objectifs de l'agresseur étant univoques, l'agression doit exister de manière certaine.

Cependant, la légitime défense est admise en cas d'agression naturellement apparente et vraisemblable. Seule une agression imaginaire est exclue en la matière.

La légitime défense s'applique également aux atteintes aux biens. Les conditions d'application restent et demeurent les mêmes, excepté l'homicide volontaire qui n'est en aucun cas légitimé dans la défense d'un bien.

Si concernant la défense des individus, la loi dispose d'une présomption de proportionnalité en faveur de la victime de l'agression, il appartient à la personne demandant le bénéfice de la légitime défense des biens de prouver que sa riposte était bien mesurée par rapport à l'agression.

La légitime défense ne peut être admise en matière d'atteinte aux biens que lorsque l'acte commis a pour objet d'interrompre l'exécution d'un crime ou d'un délit.

Cependant, l'appréciation du caractère nécessaire et proportionné de la riposte appartient souverainement aux juges du fond.

Ne peut être considéré comme proportionné le fait de blesser en tirant dessus à balle réelle un individu qui tentait de voler des galettes ou des bonbons.

Quant à la question de la preuve de la légitime défense, le principe est que la charge de la preuve incombe à la partie poursuivie. Celui qui invoque le bénéfice de la légitime défense doit démontrer les conditions d'existence de celle-ci.

La responsabilité pénale de la personne ne peut être retenue pour les atteintes qu'elle a pu elle-même causer en état de légitime défense pour ce faire, le pouvoir d'utiliser la force ne peut se réaliser que de manière proportionnelle, pour repousser une agression injuste, actuelle ou imminente, contre une ou plusieurs personnes.

**Mohamed DIAWARA**

**Juge d'Instruction de Kérouané**

**Tel : 624094909**

## le populaire

Immeuble Baldé Zaïre, Manquepas, Kaloum, Conakry Récépissé N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

**EDITEUR, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION & DE LA RÉDACTION**  
Diallo Alpha Abdoulaye  
+224 655 404 294 / 622 971 896  
lepopulaireconakry@gmail.com

**CONSEILLER**  
Alain Rivière

**E-MARKETING**  
Ahmed Tidiane Diallo  
tidiani83@gmail.com

**PUBLICITÉ**  
sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

**REDACTEUR EN CHEF**  
Mady Bangoura  
+224 664 294 851  
bangouramady@gmail.com

**SECRÉTAIRE DE RÉDACTION**  
Abdoul Malick Diallo  
+224 666 195 620  
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

**SECRÉTAIRE GÉNÉRALE ADJOINTE**  
Aissatou Diallo  
+224 664 888 237  
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

**CHRONIQUEURS**  
Lamarana Diallo  
lmrdiallofb7@gmail.com

Marie Paule Huet  
mariepaulehuet@gmail.com

Philan Traoré  
bmphilantraore@gmail.com

**IMPRESSION**  
Imprimerie du Centre  
+224 664 290 063  
imprimerieducentre@gmail.com



# Les conseils d'ami d'un cadre du RPG Arc-en-ciel à l'opposition: «Ne point s'enfermer dans la contestation»

Les opposants au régime de Conakry s'apprêtent à descendre dans les rues ce jeudi 4 août pour exiger des pouvoirs publics le respect des accords issus du dialogue inter-guinéen.

A quelques jours de la tenue de ces manifestations, les appels fusent de partout.

Le dernier en lice est du candidat uninominal malheureux des dernières législatives de la circonscription de Matoto.

Sur sa page Facebook, **Mamadouba Toss Camara** a posté ceci : «Chers jeunes, le combat politique implique une attention particulière à la dimension politique des événements. Il exige une information permanente, une analyse politique et économique rigoureuse, un projet politique, l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de développement. Donc, à mon



Mamadouba Toss Camara

humble avis, l'opposition guinéenne ne doit point s'enfermer dans la contestation», confesse-t-il.

A propos de ce qui devrait être la démarche des opposants, Toss Camara soutient que ces derniers devraient élaborer la gestion de la nouvelle société à travers la réalisation d'un programme constructif et non destructif.

«Voilà ce que M. Sidya Touré a compris. Alors, chers jeunes conscients, sachez que l'avenir de ce pays nous incombe. De ce fait, opposons-nous à toute manifestation qui nous conduira au désordre et au découragement des partenaires au développement», mentionne M. Camara.

Cet appel tombera-t-il dans de bonnes oreilles? L'événement prévu jeudi nous l'édifiera.

Mady Bangoura

## Ils ont dit



**Moussa Iboun Conté, président de l'Association guinéenne des éditeurs de la presse indépendante (AGEPI), à propos de l'agression du journaliste Abdoul Malick Diallo le 25 juin 2016:** «Le problème fondamental qu'on a en Guinée, et il ne faut pas avoir peur de le rappeler, c'est que nous sommes dans un éternel recommencement. Chaque fois que nous avons l'impression d'avoir franchi un palier, nous nous rendons compte que nous n'avons pas bougé d'un iota. C'est dommage pour notre pays ! (...) Depuis que cet acte a été dénoncé à travers une déclaration rendue publique par les instances professionnelles des médias, il n'y a même pas eu un début de communiqué du ministère de la Défense nationale ou de la présidence de la République.»



**Imam Elhadj Mamadou Saliou Camara, à l'occasion de la prière de l'Aïd-el-fitr :** «C'est notre président [Alpha Condé, ndr] qui est assis ici. C'est à lui que Dieu a confié la Guinée aujourd'hui. Il n'est plus du RPG mais le père de toute la nation guinéenne. Il est le père de l'UFDG, mais aussi de l'UFR. Il est le père de Cellou Dalein Diallo, de Sidya Touré et de Lansana Kouyaté. Quiconque l'insulte aura insulté son père.»



**Bah Oury, vice-président exclu de l'Ufdg, à propos du sermon controversé de l'imam de la mosquée Fayçal:** «Le fond de la pensée, c'est quoi ? C'est que le président de la République, avant d'être une personne, est une institution. Cette institution c'est elle qui gouverne la Guinée. Donc, elle mérite respect et considération. Ça c'est partout un appel d'une certaine communion autour de l'institution qu'est le président de la République. Car, pour notre stabilité, pour notre cohésion, pour l'harmonie que le pays doit avoir, il faudrait que le président de la République ait le respect de tous. Ça, c'est une donnée qui doit être dans notre culture civique. Il y a des gens qui se mettent à attaquer l'imam, je lui demande pardon au nom des membres de l'Ufdg qui ont eu des écarts de langage à l'égard de l'imam Elhadj Saliou.»

## Libre Tribune/ Querelles de coqs

Un combat de coqs serait entrain de commencer entre les mouvances adverses en Guinée. C'est le nom qu'un leader politique très sollicité en cette saison, vient de donner au dialogue inter-guinéen appelé par le Premier Ministre Youla dont le gouvernement garde une position invariablement confortable de spectateur tranquille. Tout se passe donc entre fractions de partis politiques.

La scène est une sorte d'échanges incendiaires entre protagonistes en situation de pause stratégique. Comme toujours les premiers gestes viennent du pouvoir qui provoque l'opposition. L'opposition attaque aussitôt sans rien préparer, souvent du même côté et de la même manière et toujours avec la même motivation. Elle lance des coups saccadés envoyés sans trop de calcul vers la partie la moins sensible du corps exécutif. Elle veut que le pouvoir contre-attaque en lui donnant des réponses fiables aux questions relatives à la gouvernance tels la gestion des deniers publics, les infrastructures dont les routes, l'aménagement urbain, les mines, les ordures, l'approvisionnement des populations en eau potable.

Le pouvoir contre-attaque en usant des mêmes arguments: PPTE, célébration décentralisée de la fête de l'indépendance, engrais, Ebola, électricité et barrages hydroélectriques... et depuis peu, un troisième mandat de trop pour l'actuel locataire de Sekhoutoureyah. Une contre-attaque de taille qui intrigue tout le monde même au sein de ce pouvoir. De quoi soulever de molles querelles pré-électorales qui remuent la totalité de la classe politique. Dans cette confusion générale, le pouvoir prend son temps puis réplique en occupant copieusement la scène et les esprits. Il se contente d'explicitier ses arguments habituels cette fois-ci en langues nationales pour être



Lamarana Diallo  
Démographe - Consultant  
lrmrdiallofb7@gmail.com

mieux compris des populations et de l'opposition mais refuse d'aborder les sujets préoccupants. Dans son explication, le Chef de l'Exécutif omet volontairement le troisième mandat mais ajoute un mot de soulagement pour la levée lors du sommet de l'UA à Kigali, d'une certaine concurrence égyptienne quant à la fonction honorifique de Coordinateur de l'Electrification de l'Afrique en reconnaissance de la prouesse du Président Alpha d'avoir donné la lumière à la capitale de son pays. Pour le reste, on préfère chatouiller l'outil arc-en-ciel qui, par un communiqué revanchard et sans pédagogie, annonce «la réouverture du dialogue inclusif» en insinuant sans gêne que ce dialogue était jusqu'ici fermé. En lieu et place du Premier Ministre, le parti au pouvoir va plus loin en «considérant que les voies de recours institutionnelles sont dorénavant à la disposition des partis politiques». C'est comme si ces voies de recours n'ont jamais existé. Il serait bon de clarifier ce malentendu sémantique aux guinéens, cette fois-ci, dans toutes les langues nationales. De préférence et comme de coutume par la voie la plus autorisée. En tout cas il faut laisser la parole aux professeurs qui éviteraient au public ce faisceau arc-en-ciel

de répétitions détaillées d'un nom qui, bien que très connu en Guinée et dans le monde, ne serait retenu des guinéens que si on le répète dans chaque phrase d'un texte. Comme le mot «intimider» dans une certaine note politique confidentielle insistante du CNDD qui ciblait quelqu'un en 2009. L'homme politique ainsi nommé a dû, encore une fois, enfoncer le clou du côté le moins agréable en ces temps d'interrogations. Il va le payer! Par les voix les moins autorisées et les subtilités les plus astucieuses. C'est là où commencent les baratins et autres blagues politiques.

La plus gentille réaction est faite d'une visite de courtoisie tactique rendue au chef de file de l'opposition par le chef de groupe parlementaire d'en face. Une visite très applaudie par le visiteur avec une promesse verbale enthousiaste de la renouveler à Philadelphie aux Etats-Unis d'Amérique. Là-bas en terre démocratique fertile où la notion de genre pourrait enfin avoir son plus fort retentissement en novembre prochain. Les deux chefs guinéens y seraient à l'aise pour signer un accord «bilatéral» sous forme de convention que l'on respecterait sur le sol américain à chacune des prochaines visites communes chez les Démocrates de l'Oncle Sam. Comme on a respecté les accords de juillet 2013 et d'août 2015 conclus ensemble en mère-patrie.

Dans la même logique fanfaronne, de comiques propositions voudraient que les manifestations soient transférées en rase-campagne et vers Labé, à environ 400 kms de la capitale. De quoi obliger l'opposition à déranger les paysans en pleine saison agricole; Conakry étant déclarée «territoire hors constitutionnel». Des discours plus sérieux rappellent que le parti au pouvoir compte encore des militants «à mobiliser» pour démontrer

qu'on est «toujours là mais on n'a pas changé et on ne changera pas».

Le changement évoqué dans ces discours menaçants concernerait-il celui stratégique promis dans le projet politique en cours depuis 2010? C'est probablement parce que ce changement tarde à venir que l'opposition riposte par une aide au pouvoir en assainissant certains quartiers de la capitale. Une sorte de promenade dans le champ de l'exécutif, on ne sait pour quelle démonstration de force. En tout cas les habitants des zones touchées seraient contents de ce geste généreux via la première dame de l'opposition. Il semble même que ce genre d'action peut faire gagner aux prochaines élections selon un titre de presse. L'hypothèse n'est pas si insensée mais sa vérification mathématique se fera dans les cellules opaques de la CENI de Guinée au moment du prochain duel électoral. En attendant les meetings et contre-meetings se poursuivent à qui mieux-mieux pour éviter les manifestations et contre-manifestations que tous les camps redoutent par expérience.

Visiblement cette bataille de coqs sur le terrain électoral ne présente rien de nouveau aux guinéens. Elle montre plutôt des limites à franchir pour donner plus de densité au débat national. Encore que ce débat n'engage que deux camps en compétition pour un résultat presque connu d'avance. Les autres acteurs déambulent entre exclusion, frustrations et non alignement loin du ring politique sur un fond de rivalités internes qui minent toutes les institutions de la république. Le pays qui a eu le malheur historique d'en être le théâtre poursuit allégrement son sous-développement économique et social. Pendant ce temps le peuple mobilisé de Guinée continue d'observer sans broncher son intelligentsia nationale.



## Vite dit...

### Un document de l'Obsermu pour une meilleure sécurité routière aux usagers

“Danger élevé sur nos routes, il est temps d'agir”. C'est l'intitulé du rapport de situation globale de la problématique de la sécurité routière en Guinée présenté mercredi 26 juillet par les responsables de l'Observatoire guinéen de la sécurité routière et de la mobilité urbaine (Obsermu).

Le président de l'observatoire, **Mamoudou Keita** motive ce travail par la façon de la structure qu'il pilote de tirer la sonnette d'alarme. “Parce qu'il y a trop d'accidents sur nos routes. Pas plus tard qu'hier une voiture est entrée en collision avec un train à Boké. Il est temps pour nous de nous mobiliser pour sauver des vies”, justifie-t-il.

Le document compartimenté en 3 modules, fait un diagnostic notamment sur du cadre législatif et réglementaire, des infrastructures routières, du comportement humain, mais aussi du matériel où l'Obsermu fait mention de plusieurs défaillances.



Mamoudou Keita, président de l'Obsermu.

Selon le rapport, du 1er janvier au 30 juin 2016, il y a eu 103 tués sur les routes guinéennes, dont plus de 20% sur la nationale n°3 Conakry-Boké, censée pourtant être la meilleure route du pays. Loin d'avoir la prétention de se substituer du ministère ou des pouvoirs publics, les responsables de l'Obsermu interpellent sans cesse les autorités surtout en cette période de grandes pluies.

En outre, ils mettent en avant des actions de sensibilisation pour que les gens comprennent que la saison des pluies apporte un risque supplémentaire, parce que les chaussées sont glissantes. Aussi, les visibilitées sont réduites quand il n'y a pas beaucoup de soleil.

Le rapport fait également mention d'un certain nombre de recommandations, notamment d'ordre structurel, mais aussi d'ordre conjoncturel, dont la mise en place, conformément à la décennie d'actions, du chef de file de la sécurité routière. Il s'agit d'un organisme qui doit avoir l'autonomie nécessaire, les moyens qu'il faut et la représentativité de tous les acteurs impliqués afin de pouvoir améliorer la sécurité routière.

Mady Bangoura

## Anarchie dans l'occupation des emprises publiques : Hamidou Babacar Sarr se dédouane

L'occupation désordonnée des emprises publiques est souvent à la base d'interminables ralentissements dans la circulation routière. Notamment avec des marchands qui squattent parfois même les chaussées en vue d'écouler leurs marchandises. Une réalité sur laquelle le directeur central de la



Le commissaire Hamidou Babacar Sarr.

Sécurité routière a été interpellé pour expliquer ce que fait son service pour juguler le phénomène. Mais la réponse du **commissaire Hamidou Babacar Sarr** a été sans équivoque. « Cette réglementation relève plutôt du domaine de la mairie qui a sa police communale, qui a son commissariat central, qui a également sa police routière.

Pourquoi vous ne demandez pas à ces gens de vous donner des explications à propos ? », a renvoyé à son tour l'officier au journaliste.

« J'ai toujours dit : le marché pour les marchands, et la route pour les usagers », s'est dédouané le Commissaire Sarr.

Mady Bangoura

## La manif du 4 août vue par Dr Sékou Koureïssy Condé Voici pourquoi je ne suis pas favorable ...

Grand leader d'étudiants, leader du parti ARENA jusqu'en 2010, ancien ministre de la Sécurité, ancien secrétaire général du Conseil national de la transition, ancien médiateur de la République, Dr Sékou Koureïssy Condé est désormais reconnu et salué comme acteur de paix. En témoignent, les nombreux prix et satisfécits qui lui sont régulièrement décernés en Guinée et en Afrique de l'ouest. Par ailleurs, plusieurs promotions des universités guinéennes portent son nom en reconnaissance de ses efforts pour la promotion de la bonne gouvernance et la consolidation de la paix en Afrique. Le Cabinet conseil « African Crisis Group », dont il est directeur exécutif, est classé parmi les institutions panafricaines de premier plan en matière de formation et de médiation. Professeur chargé des cours d'analyse sociopolitique des conflits, Dr Koureïssy Condé est également acteur majeur des organisations de la Société civile en tant que président de la CANEG (Convention des acteurs non Etatiques de Guinée). L'analyste donne dans cette interview son point de vue sur la situation sociopolitique guinéenne. Lisez!

**Le Populaire: Beaucoup de Guinéens pensent que vous passez plus de temps à faire la médiation dans d'autres pays africains et pas suffisamment en Guinée. Qu'en dites-vous ?**

Sékou Koureïssy Condé: Le cabinet African crisis group est un cabinet conseil panafricain à statut associatif. Nous intervenons dans les pays de la sous-région selon nos observations sur les indices et les risques de crise. Pour la Guinée, c'est le facteur ethnique dans la démarche politique et l'influence du phénomène ethnique dans l'affirmation politique des leaders qui préoccupent. Face à cette réalité, nous avons consacré dès 2012, près de 65 % de notre programme et autres efforts dans la formation citoyenne et la sensibilisation pour la consolidation de la paix en Guinée. Nous sommes parmi les acteurs majeurs de la Société civile. Mais, il faut savoir que la résolution des conflits est aussi et surtout une question de volonté politique. Autrement dit, même si chaque partie a le droit de présenter et de défendre un intérêt donné, mais l'objectif final doit porter sur le règlement juste et pacifique du différend. Cet objectif, j'allais dire décision ultime, revient aux belligérants ou aux acteurs politiques porteurs du conflit même au stade latent. Nous, nous construisons le dialogue en facilitant l'écoute, l'échange et les contacts. Et ça, African Crisis Group y veille sans relâche en Guinée. Et puis, à la demande ou avec l'autorisation des parties, nous pouvons aussi mettre des études techniques comparatives à disposition, en vue de permettre une



Sékou Koureïssy Condé.

clarification des questions sensibles et passer plus rapidement à l'étape suivante. Ceci dit, la responsabilité morale et juridique du processus et de la suite des événements se trouve entièrement dans les mains des acteurs politiques et du gouvernement.

**Mais en parlant justement de dialogue, pensez-vous que l'opposition guinéenne et le pouvoir pourront s'entendre un jour sur quelque chose ?**

En Guinée, le dialogue politique ressemble aux bousculades dans la surface de réparation dans un match de football. Le véritable dialogue politique commence par le rétablissement d'un minimum de confiance. Et comme vous le savez, le chef de l'Etat et le chef de file de l'opposition ne se saluent pas et ne se parlent pas. Alors, qu'est-ce que leurs représentants ou partenaires respectifs

peuvent faire? Il nous faut rétablir un minimum de confiance avant de s'asseoir autour d'une table et cette tâche préparatoire revient à l'Etat, c'est à dire au Gouvernement. La clef du dialogue politique est donc entre les mains du président de la République. Le véritable dialogue commencera en Guinée le jour où le professeur Alpha Condé, lui même, mettra la question du dialogue politique national sur la table comme priorité. Il est le président de la République, chef de l'Etat, premier magistrat du pays et père de la nation, ça veut tout dire. C'est à lui que le pays est confié. Donc, la paix, c'est pour lui avant tout et nous voulons tous l'aider dans ce sens.

**Vous voulez parler de réconciliation ?**

Dans le contexte guinéen, le dialogue politique et la réconciliation sont deux thèmes différents.

**Que pensez-vous de la marche de l'opposition prévue pour le 4 août ?**

Je ne la recommande pas, cette marche. Je préfère la recherche du dialogue pacifique à tout prix. L'opposition doit élargir son champ de consultation et de témoignage en Guinée, en vue d'associer toutes les bonnes volontés à ses difficultés de communication.

Réalisée par  
Abdoul Malick Diallo

## Kaloum interdit toute manif politique

A l'occasion de la marche de ce 4 août 2016, des séances de sensibilisation sont organisées dans la capitale afin d'expliquer aux populations à la base les raisons de la manifestation. Au centre-ville de Kaloum, les concurrents politiques du président Alpha Condé entendent prendre part à un match de football pour faire passer leurs messages.

Selon **Dr Ibrahima Sory Diallo**, coordinateur du Bloc de l'opposition constructive (BOC), la délégation spéciale de Kaloum s'oppose à l'organisation de cette activité.

« Dans un premier temps, la délégation spéciale a refusé une note d'information. Ils ont dit que la lettre est venue à 48

heures de l'activité. Donc, le délai n'est pas respecté », explique-t-il. Le match en question avait été reporté au jeudi 28 juillet. « On a écrit une lettre la semaine dernière. On a reçu une autre réponse qui dit que toutes les manifestations à caractère politique sont interdites dans la commune de Kaloum jusqu'à nouvel ordre », ajoute le coordinateur du BOC. « Nous avons adressé une deuxième lettre à la délégation spéciale de Kaloum en vue d'interpréter la loi. Nous nous demandons sur quelle loi les autorités se basent pour nous dire cela », s'insurge-t-il, rappelant que les manifestations sont autorisées par la loi. « On est étonnés et déçus d'apprendre qu'on ne peut pas

assister à un match de gala. Nous avons organisé dans les 4 autres communes, il n'y a pas eu de problèmes. Pourquoi pas à Kaloum ? », s'interroge M. Diallo. Pour **Djely Mory Kourouma**, secrétaire général de la délégation spéciale de Kaloum, les autorités interdisent cette manifestation, car le lieu indiqué n'est pas approprié. « Quand vous demandez l'organisation d'un match de gala sur une ruelle pendant les heures de travail, en invitant tous les leaders politiques, on est pas en mesure d'accepter cette cérémonie, parce que le lieu qui est indiqué n'est pas approprié. Nous, on n'est pas en mesure d'assurer la sécurité si toutes les dispositions ne sont pas prises au niveau des

quartiers pour protéger non seulement les manifestants mais aussi les non-manifestants. »

Selon lui, cette mesure a été prise juste pour la quiétude sociale et ne saurait être un refus. « On a bien dit dans la lettre que c'est à cause de la quiétude sociale. Un match de gala qui réunit presque l'ensemble de l'opposition ne doit pas se passer dans une ruelle. S'ils décident de porter plainte, vous savez en matière juridique rien ne vaut que la vie humaine ».

Aissatou Diallo



# Audits techniques de l'usine Rusal-Friguia Les autorités guinéennes et Rusal lancent officiellement les travaux

Une délégation gouvernementale et des partenaires Russes se sont rendus le vendredi 22 juillet 2016 dans la cité de l'alumine pour le lancement officiel des audits techniques de cette industrie avant son démarrage. Cette forte délégation conduite par le ministre d'Etat chargé des investissements et du partenariat public-privé, Dr

la volonté de Russal, précisant que cette situation est la conséquence d'une grève illégale déclenchée par le collège syndical de cette unité industrielle. Malgré la crise, la compagnie Rusal va offrir de l'eau et de l'électricité à la population de la ville de Fria. Il a tout de même rappelé que l'industrie minière traverse une crise profonde qui fait que l'usine de Fria est aujourd'hui surendettée. Ce qui, selon lui,

tirer l'autre wagon », a prévenu M. Vassiliev. Quant au préfet de Fria, Mme Gnalén Condé, elle a témoigné, au nom de la population de Fria, de sa reconnaissance aux partenaires russes et au gouvernement du président Alpha Condé pour le combat qu'ils mènent pour la relance des travaux de cette usine d'alumine.

préfet aux membres de la délégation.

« C'est le lieu de réaffirmer que nous sommes déterminés à œuvrer pour la paix et la quiétude à Fria pour que plus jamais ça dans notre cité », a dit Mme Gnalén Condé.

En outre, le ministre des Mines et de la Géologie, Abdoulaye Magassouba a, au nom du président de la République Alpha Condé, remercié la compagnie Rusal pour sa volonté de concrétiser des études sur les travaux d'extension et de réhabilitation de l'usine en cours.

Pour le ministre des Mines, le sens de patriotisme et le courage, observés depuis l'arrêt de l'usine, doivent toujours continuer à régner chez les citoyens de Fria.

« Notre objectif final est de relancer l'usine d'alumine de Rusal-Friguia, pour obtenir un jour nouveau à la population guinéenne en général et à celle de Fria en particulier. Avant que cette volonté du président de la République ne soit matérialisée, je vous demande très humblement d'accorder tout notre soutien aux partenaires russes pour la mise en œuvre des travaux d'audits pour une relance à court terme des activités de cette usine », a dit le ministre des Mines et de la Géologie. Pour sa part, le ministre d'Etat chargé des investissements et du partenariat public-privés, Ibrahima Kassory Fofana a mis en cause le comportement du collège syndicale pour la fermeture de l'usine Rusal-Friguia.

« La situation de casse des activités de Fria est la cause des syndicats irresponsables qui ont contribué à la fermeture de l'usine. Ce n'est pas le gouvernement ni les partenaires russes qui ont fermé cette industrie », a-t-il dénoncé.

« Vous devez savoir que n'eut été l'engagement du président de la République, on ne peut penser à reprendre les activités dans cette unité industrielle. Car, le contexte économique actuel ne permet pas de relancer Rusal-Friguia », a avoué M. Fofana, ajouté que le Chef de l'Etat a déployé tous ses efforts pour permettre aux jeunes de retourner au travail.

« Sachez que les partenaires ne sont pas des adversaires », a rappelé le ministre Ibrahima Kassory Fofana.

Présente à cette rencontre, la Miss Guinée-Russie 2016, Mariam Kéita a fait don d'un important lot de médicaments pharmaceutiques à l'hôpital Pechiney de Fria. Une manière pour elle de participer des enfants de cette ville pendant ces moments difficiles de leur vie.

Au terme de la cérémonie du lancement des audits techniques de l'usine d'alumine Rusal-Friguia, le premier imam de la grande mosquée de Fria, Elhadj Mamadou Salifou Camara a formulé des prières et des bénédictions pour la prospérité de la ville qui abrite les installations de cette usine. ■

## En bref



Les 6 présumés arnaqueurs présentés par la gendarmerie.

## Conakry: 6 présumés arnaqueurs arrêtés

Dans le cadre de la lutte contre le grand banditisme et les crimes sur toutes ses formes, le Haut commandement de la gendarmerie, direction de la justice militaire, par le biais de l'Escadron mobile N°1 de Kaloum, a présenté une bande de 6 présumés arnaqueurs, mercredi 26 juillet 2016.

Escroquerie, usurpation de titre et fonction, faux et usage de faux. Tels sont les chefs d'accusation retenus contre Yaya Diallo, Mamadou Saïdou Bah, Bangaly Oularé, Oumar Soumah, Sylvine Gomou et Aissata Touré qui se faisaient passer pour des hauts perchés de la Douane nationale, en s'adjudant notamment les postes de directeur général, de secrétaire particulière de celui-ci et de directeur des ressources humaines.

Leur interpellation a été facilitée par les services de la Douane nationale avant de les mettre à la disposition de l'Escadron mobile N°1 de Kaloum.

Une des victimes des arnaqueurs, la diplômée Aissatou Diallo en quête d'emploi par l'entremise de Yaya Diallo, son voisin, a reçu l'offre de la bande qui l'appelle et lui fait une proposition de recrutement à la Fonction publique, précisément à la Douane. Le groupe lui propose, moyennant de l'argent, une formation en deux 2 temps. D'abord, une formation aux Pays-Bas. Ensuite, à Dakar. C'est alors qu'Aissata Diallo a commencé, par tranche, à déboursier des montants qui sont évalués aujourd'hui à plus de 90 millions, selon la victime. Une allégation qu'a balayée du revers de la main gauche le prétendu chef de file de ce gang, Yaya Diallo qui reconnaît avoir arnaqué sa cible, mais avec une somme qui n'excède nullement 17 millions.

Interrogeant à son tour les journalistes venus lui demander, le présumé arnaqueur Diallo dit : « Est-ce que quelqu'un peut déboursier jusqu'à 90 millions pour un travail ? ». Au terme de leur présentation à la presse, les 6 présumés malfrats ont été transférés devant le procureur de la République.

Par Mady Bangoura



Le lieutenant-colonel de gendarmerie Tall Aguibou.



Malgré la crise, Rusal va offrir de l'eau et de l'électricité à la population de la ville de Fria.

Kassory Fofana, le ministre des Mines et de la Géologie, Abdoulaye Magassouba a été accueillie par les responsables de Rusal, les autorités préfectorales et communales, les femmes, les jeunes et associations de cette cité minière située à 160 Km de la capitale Conakry.

On y notait également, la présence du gouverneur de la région de Boke Siba Leholamou, le Directeur national des impôts, Abdoulaye Makhissa Camara et la Miss Guinée-Russie 2016 Mariam Keita.

Dans son discours introductif, le chargé d'affaire à l'ambassade de Russie en Guinée, Sergei Berezniy a remercié la population de Fria pour son accueil chaleureux, avant de mettre un accent particulier sur l'importance des audits techniques des installations de l'usine Rusal-Friguia, en vue d'une éventuelle relance des activités dans les mois à venir.

M. Berezniy a aussi salué les efforts des uns et des autres dans le cadre de la coopération Russo-guinéenne.

« Aujourd'hui, laissez-moi mettre un accent particulier sur les relations entre nos deux pays qui sont vraiment des partenariats d'amitié et de fraternité », a-t-il déclaré.

« Je félicite le président de la République, le Pr Alpha Condé pour les efforts fournis qu'il ne cesse fournir pour raffermir les relations de coopération et d'amitié entre la Guinée et la Fédération de Russie », a indiqué le diplomate russe.

Pour sa part, le Représentant de Russal en Afrique, Pavel Vassiliev a rappelé que la fermeture de l'usine Fria n'était

imposerait une nouvelle forme de gestion.

« Nous devons créer une nouvelle usine en réduisant les coûts pour rentabiliser l'usine et la rendre plus efficace et plus moderne. Pour ce faire, tout le monde doit œuvrer dans le sens du respect de ce que le professeur Alpha Condé a dit au président Vladimir Poutine à savoir: inviter d'autres sociétés russes à investir en Guinée et Rusal qui évolue déjà et doit être la locomotive pour

Elle a également exprimé sa désolation face aux comportements qui ont conduit à l'arrêt de l'usine Rusal-Friguia.

« La population de Fria en général, et les travailleurs de Rusal en particulier, me chargent de dire à la direction de Rusal-Friguia et au gouvernement qu'elles regrettent toutes les actes qui ont conduit à la fermeture de l'usine à laquelle ils dépendent », a déclaré Mme le



Le chargé d'affaire à l'ambassade de Russie en Guinée, Sergei Berezniy a remercié la population de Fria pour son accueil chaleureux



Le ministre Abdoulaye Magassouba et le ministre d'Etat chargé Ibrahima Kassory Fofana.



# Hope Of Guinea

## Fin de la première colonie de vacances à Conakry



Saloumba Chérif, fondateur de Hope of Guinea.

Du 11 au 29 juillet, 54 enfants dont 32 scolarisés venus de 5 écoles et 22 autres non scolarisés ont passé d'agréables moments dans la colonie de vacances organisée par l'ONG Hope Of Guinea.

La clôture de la retraite scolaire a eu lieu samedi 30 juillet à la Bluezone de Kaloum, à Conakry, en présence des autorités éducatives du pays, ainsi que des parents d'élèves fortement mobilisés pour la circonstance. Selon le fondateur de l'ONG, la colonie, durant 19 jours, a été dédiée à la science, à la technologie, à l'ingénierie, aux arts et aux mathématiques, en vue, motive **Saloumba Chérif**,

d'initier les enfants aux sciences expérimentales. Au terme de la colonie qui a regroupé enseignants formateurs et élèves, les initiateurs attendent la mise en place des programmes dans les 5 établissements scolaires dont les élèves ont bénéficié de ces trouvailles éducatives, avant que cela ne s'élargisse sur d'autres écoles de Conakry, ainsi que de l'intérieur du pays. Créée en 2010, pour venir en aide aux enfants déshérités du pays, Hope Of Guinea. "Parce

que nous croyons au talent de nos enfants. Mais à cause du déficit de moyens, beaucoup d'enfants sont obligés d'abandonner l'école pour la rue, en devenant des vendeurs ou vendeuses le long de nos routes", justifie M. Chérif. Pour réussir ce challenge, l'ONG mène plusieurs activités en Guinée, allant dans donner de l'espoir à ces enfants, en leur prouvant qu'il y a des personnes qui sont là et qui pensent à eux. Au mois de mai dernier, a distribué au

mois de mai dernier **26.000 paires de chaussures** à Conakry et à l'arrière-pays. Elle compte à son actif, la réalisation d'une bibliothèque mobile. Et une autre bibliothèque fixe, basée dans l'enceinte de l'école primaire Josip Broz Tito de Bellevue. Aussi, Hope Of Guinea a construit un terrain de basketball.

Par Mady Bangoura



La colonie de vacances a été clôturée à la Bluezone de Kaloum.

## PAGE NOIRE L'ancien proviseur du lycée Dubréka, Mohamed Lamine Sylla n'est plus !



Feu Mohamed Lamine Sylla Pro.

L'ancien proviseur du lycée Dubréka a tiré sa révérence ce jeudi 28 juillet. Mohamed Lamine Sylla, célèbre sous le petit nom de Pro, a trouvé la mort par suite d'un arrêt cardiaque survenu au ministère de la Sécurité où l'enseignant en retraite était parti se procurer le passeport. Conduit d'urgence à l'hôpital, celui qui formulait l'intention d'accomplir le pèlerinage aux Lieux Saints de l'islam cette année, a rendu l'âme les minutes qui ont suivi. Son enterrement est prévu ce vendredi 29, après la grande

prière dans son village natal, à Kolon, dans la commune rurale de Mankountan, à Boffa. Le défunt qui était l'oncle maternel de notre collaborateur Mady Bangoura, laisse dans le deuil 2 veuves et plusieurs enfants. A cette douloureuse occasion, Le Populaire se joint à ses valeureux lecteurs pour présenter ses condoléances les plus émues à la famille éplorée, ainsi qu'à l'ensemble de ceux qui ont connu et pratiqué l'homme. Paix à son âme !

La rédaction

## APPEL A CANDIDATURE

### ELECTION MISS GUINEE FRANCE

PAR ASSOCIATION DES JEUNES GUINEENS DE FRANCE



## BELLE, GRACIEUSE ET ENGAGÉE ?

METS TA BEAUTÉ AU SERVICE DU COEUR

INSCRIPTION:

JUSQU'AU 23 SEPTEMBRE

DIRECTEMENT : WWW.AJGF.ORG

MAIL : CANDIDATURE\_MGF@AJGF.ORG

CASTING : 24 ET 25 SEPTEMBRE

CONTACT : 0659660256 | 0652454289

MISS GUINEE FRANCE  
LA BEAUTÉ AU SERVICE DU COEUR







## CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée  
La CNSS, l'institution qui garantit  
les travailleurs et leurs familles*

## Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales  
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents  
du travail et maladies professionnelles  
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides  
Des prestations de l'assurance maladie



## GUINÉE MUSIC AWARDS

Abraham Sidibé fait le point de la 5<sup>e</sup> édition

Guinée Music Awards est un rendez-vous culturel qui consacre tous les ans les meilleures œuvres culturelles élargies à l'ensemble des actions de l'industrie culturelle de Guinée. Il est l'initiative du label **Abraham Intertainment** qui a organisé le 28 novembre dernier la 5<sup>e</sup> édition de ce prestigieux sacre.

En prélude à la prochaine édition, son directeur général passe de peigne fin les motivations qui ont prévalu à l'initiation de ce projet. Il aborde également la particularité de l'édition de 2015, la démarcation qu'on peut faire entre sa structure et les autres entités qui évoluent dans ce secteur. Lisez !



Abraham Sidibé, prépare la 6<sup>e</sup> édition du prestigieux Guinée Music Awards.

**Le Populaire : Abraham Intertainment est un label de promotion et d'événementiels qui n'est plus à présenter. Quelle est votre visée pour la 6<sup>e</sup> édition ?**

L'objectif reste toujours la promotion de la culture guinéenne à travers les distinctions que nous décernons. Parce que vous n'êtes pas sans savoir que Guinée Music Awards a acquis une notoriété inestimable aujourd'hui. C'est le lieu pour moi d'ailleurs de remercier, à travers votre médium, tous ceux qui ont contribué à l'implantation de cet événement, notamment Ahmed Tidiane Diallo du Populaire qui est un partenaire depuis le premier jour de l'événement. C'est grâce à vous médias que cet événement a engrangé toute la notoriété qu'il a aujourd'hui.

**En quoi Guinée Music Awards se démarque-t-il des autres événements qui récompensent les talents dans le domaine de la culture ?**

C'est que Guinée Music Awards décerne des prix à l'ensemble du secteur de la musique. Nous, on ne se limite pas seulement aux artistes. On élargit notre éventail aux ingénieurs de son, managers, opérateurs culturels, réalisateurs vidéo et mécènes. Donc, c'est toute l'industrie de la musique qui est récompensée par Guinée Music Awards. Ce qui fait que

beaucoup de gens de l'ombre de la musique félicitent et encouragent Guinée Music Awards qui prend en compte leur travail. Généralement, les artistes sont les vedettes. Les chanteurs, ils sont devant. Mais derrière, il y a toute une industrie. Donc, voilà aussi l'une des particularités de Guinée Music Awards.

Quelle a été la particularité de la 5<sup>e</sup> édition de Guinée Music Awards ?

La particularité de l'édition 2015 de Guinée Music Awards a été que l'événement, pour la première fois, a été déplacé du Centre culturel franco-guinéen (CCFG) pour l'hôtel Palm Camayenne. D'abord, ce cadre a changé. Ensuite, il y a eu un dîner-gala offert aux journalistes, aux artistes et autres hommes de culture. En plus de cela, nous avons eu des trophées qui ont coûté 8000 euros entièrement pris en charge par l'hôtel Palm Camayenne. Vous avez vu les satisfécits, tous ont été fabriqués à partir de l'Espagne. Palm Camayenne était aussi le seul sponsor. Et ce qu'il a dépensé pour l'événement, c'est de l'ordre de 160 millions de FG. Cela est une grande particularité, en plus de la communication à travers les médias, les réseaux sociaux, via la page Facebook de l'événement. Il y a eu la vidéo-projection des différents nominés. En matière de distinction, ça a été une première que les nominés soient projetés à travers *Panora Stars*. Tout cela aux frais de l'hôtel Palm. Notamment, à travers son directeur général, M. Leonardo Vakero dont l'apport ne peut passer sous silence pour son combat à l'émergence de la culture guinéenne en général et de Guinée Music Awards en particulier. L'autre particularité est que tous les nominés étaient là, présents. Oudy a pris son avion pour venir avec tout son staff, ainsi que ses amis. Il y a Azaya qui était présent, Khady Diop et plusieurs autres comme Tiranké Sidimé. Donc, les artistes ont répondu massivement. Aussi, nous avons décerné des prix aux mécènes de la culture. Ces personnes qui apportent leur soutien à la culture malgré toutes les difficultés, notamment M. Antonio Souaré, N'famara Kouyaté, Bobodi, Hadja Mariama Soguipah qui ont également bénéficié des prix de distinction.

Cette année donc, le monde a répondu présent. Ce que nous souhaitons depuis longtemps. Et une distinction, c'est la présence effective d'un nominé, que ce soient ceux qui gagnent ou ceux qui ne gagnent pas. Il y a eu aussi la présence remarquée des opérateurs culturels comme Ibrahim C, Tidiane World Music, Benedi Records. Le cadre avait vraiment changé. On était dans un endroit magnifique que je peux même qualifier de paradisiaque. Cela a beaucoup contribué à changer la donne cette année. La 5<sup>e</sup> édition aura été celle qui a propulsé l'événement à une dimension internationale.

## Cinquième édition, c'est déjà un pas de géant. Quel est le secret d'une telle constance ?

C'est qu'Abraham Intertainment a une expérience de 18 ans dans ce milieu. C'est vrai que beaucoup de structures naissent, conçoivent des événements et disparaissent. Mais nous, nous avons un background en la matière. Abraham est celui qui a été coproducteur du célèbre groupe de rap Fac Alliance. En plus, qui a travaillé dans certaines structures de la place, notamment Afro Balance Music, Amacif. Aussi, nous avons eu la chance de produire l'un des plus grands événements culturels de ce pays : les deux concerts de l'artiste sénégalais-américain, Akon en 2008. D'où est même venue l'idée de mettre en place Guinée Music Awards. Donc, c'est l'ensemble de toutes ces expériences qui nous permet aujourd'hui de nous maintenir. Ce n'est pas facile, avec la concurrence. C'est vrai. Mais on tient la route.

Par Mady Bangoura

BAR ADMIRABLE  
PLEIN AIR

Un cadre idéal pour  
les grandes retrouvailles

**Chez Tonton  
Dacky**

Rendez-vous à

**Kissita**

GBESSIA CITÉ DE L'AIR  
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

**Tél.: 622 98 78 36**

Bar de 50 places  
Terrasse couverte pour votre confort  
Plein air de 150 places pour non-fumeurs

le populaire

Suivez le journal qui vous ressemble sur [Facebook](#)



cliquez pour entrer dans le réseau  
[Facebook.com/Le-populaire-conakry](https://www.facebook.com/Le-populaire-conakry)



## A la veille du 4 août, Malick Sankhon redonne du tonus au Rpg Arc-en-ciel

N'est pas bête politique qui le veut. Le dynamisme Sankhon a réussi le pari de remobiliser les troupes à la veille de la manifestation annoncée par l'opposition. A Matoto dimanche 24 juillet dernier, le stade Kabinet Kouyaté a vibré au double rythme de soutien indéfectible et de reconnaissance au Pr Alpha Condé. Vêtu de jaune et bien dans son habituelle fougue de tribun, Malick Sankhon a fait le



Avec Batama et Amirou Conté...



...Malick Sankhon harangue les partisans d'Alpha Condé.

show et la communion avec les Rpgistes et leurs alliés a marqué les membres de la coordination RPG Arc-en-ciel de Matoto. Après le meeting du RPG-arc-en-ciel de Matoto, la plus grande commune urbaine du pays. La qualité de la mobilisation et la ferveur de l'événement ont dû faire des jaloux au sein de ceux qui doutaient de la capacité de mobilisation du parti présidentiel actuellement miné par des dissensions et des remous.

Malick Sankhon, le ténor a assuré. Ses compagnons des grands jours dont la coordinatrice Hadja Nanténin Chérif Konaté, le vice-président de l'Assemblée nationale Saloun Cissé, les ministres conseiller à la Présidence Sanoussy Bantama Sow et Tidiane Traoré ont apporté chacun apporté de l'entrain au meeting. ■

## Du Crac à la Crac...

Le Collectif pour la Réélection du président Alpha Condé en 2015 (CRAC) devient officiellement la Convergence républicaine pour les acquis du changement (CRAC) présidée par Malick Sankhon. Il a pour Vice-président Mohamed Lamine Yayo récemment nommé au poste de directeur général du Patrimoine bâti public. ■

## Football

## Le restaurant Le Damier arrose le 16e trophée du Horoya AC

Passionné du football et fervent supporteur du Horoya Athletic club (HAC), le responsable de la restauration du *Damier Dibril Guèye* l'a prouvé au président Antonio Souaré en initiant une partie de fête pour arroser avec la manière le 16e trophée remporté mercredi 27 juillet 2016 face au club du Soumba de Dubréka sur un score sans appel de 6-0 au compte de la 22 journée de Ligue guinéenne de football professionnel.

Jeudi matin donc, les clients du restaurant *Le Damier*, sis en face du marché Niger, à Conakry ont eu l'agréable surprise de vivre cet instant de joie partagée et de ferveur sportive sans précédent autour du gâteau dédié gracieusement au 16e titre du Horoya Athletic club.



Passionné du football et fervent supporteur du HAC, le pâtissier Guèye l'a prouvé au président Antonio Souaré en initiant cette partie de fête pour célébrer à sa manière le 16e trophée.

de près lors de la prochaine saison.

### Le défi africain du HAC

La célébration du sacre du HAC à Conakry et ailleurs ne fait point oublier au staff managérial du GBM l'ultime défi de continuer à mériter la confiance des fans du cuir-rond qui rêvent de faire éclater leur joie face aux grands clubs du continent à l'image de leurs homologues du **Tout-Puissant Mazembé** de la RD-Congo actuel détenteur du trophée de la Ligue africaine des clubs champions. Pour ce challenge, les supporters du HAC comptent sur l'engagement indéfectible du président Antonio Souaré, mais aussi sur les prédispositions du

nouveau Directeur du club de la banlieue **Alassane Sylla** et du manager junior du GBM et Vice-président du HAC, **Soufiane Souaré** formé à l'université d'Etat de Floride aux Etats-Unis.

Avec les membres de l'encadrement technique du HAC, Sylla et Souaré mesurent la tâche qui est la leur dans ce projet de conquête du trophée de la Ligue africaine. Tous ont l'ambition d'inscrire chacun son nom dans l'histoire du football africain avec l'équipe des Rouge et blanc. C'est à cela que la succulence du gâteau offert par *Le Damier* stimule.

Par Diallo Alpha



Tout heureux, le président Antonio Souaré admire les mentions portées sur le gâteau offert par le pâtissier, sous le regard admiratif de l'imprimeur Abdoul Karim Bangoura dit BAK.

Cette gratification montre aussi que le 16e trophée du HAC acquis au mythique stade du 28 septembre fait des heureux et devra continuer à créer l'émulation entre les clubs guinéens puis redonner l'espoir de voir le club d'Antonio Souaré « vaincre le signe indien et changer l'indice du football guinéen » sur le toit continental lors de la prochaine Ligue africaine des clubs champions. Son concurrent de l'ASK qui a empoché 50 millions de FG (soit la moitié de la somme accordée au vainqueur de dame coupe), devra aussi savoir festoyer de son côté en épousant le *fair-play*, car demain le club de la commune de Kaloum peut mieux faire en se faisant sien l'adage selon lequel la fin du monde n'est jamais si proche pour qui sait attendre son heure. Idem pour les clubs de la Ligue2 et leur leader de **Renaissance FC** récompensé d'une modeste enveloppe de 50 millions de FG pour son brillant parcours, et le très combattif **Coq de Coyah** qui s'est révélé être un adversaire tenace à surveiller



L'international ghanéen Ocansey Mandela, le buteur-maison des Rouge et blanc, Soufiane Souaré, le manager junior de GBM et Vice-président du HAC et Alassane Sylla le nouveau directeur général du Horoya AC posent avec dame Coupe. Ils se penchent déjà sur le défi africain à relever lors de la prochaine ligue continentale.

## Sagesse

1 Dans tout État libre, chaque citoyen est une sentinelle de la liberté qui doit crier, au moindre bruit, à la moindre apparence du danger qui la menace  
*Robespierre*  
(Discours sur la liberté de la presse, Mai 1791)

2 Les peuples se font des autres peuples l'image que leur ont donné leurs journaux ; les membres d'une église se font d'une autre Eglise celle qu'on leur inculque dans la leur.  
*Michel Fournier*  
(Technique de foi)

## ASSEMBLÉE NATIONALE La Session des lois débute le 5 avril 2017

L'une des attributions des partis politiques, c'est d'assurer l'éducation citoyenne à leurs militants, mais également d'informer ceux-ci de l'évolution de l'ensemble du système en cours dans le pays. C'est dans cette optique que l'Union des forces républicaines (UFR), par la voix de son 2e vice-président, a annoncé aux militants réunis par plusieurs dizaines, l'ouverture prochaine de la Session des lois, mais aussi de la Session budgétaire. S'exprimant aux noms des 10 députés de sa formation politique et des 2 autres de l'UPG de feu Jean Marie Doré, l'honorable **Ibrahima Bangoura** a rendu compte de ce qui suit : « Vous savez, à l'Assemblée nationale, on convoque deux fois par



L'honorable Ibrahima Bangoura, 2e Vice-président de l'Ufr.

an les députés. La première convocation, c'est ce qu'on appelle la Session des lois. C'est au cours de celle-ci que toutes les lois du pays sont examinées. Cette Session des lois débutera le 5 avril. La seconde invite se fera le 5 octobre. C'est cette dernière qu'on appelle la Session budgétaire. C'est elle qui se penche sur l'économie du pays. Notamment l'ensemble des dépenses de l'Etat », a rapporté le député. Toute chose qui a amené le parlementaire à inviter les militants et sympathisants, ainsi que d'autres citoyens "peu informés", à accorder plus de considération à ce que font les députés, contrairement à ce que pensent certains qui soutiennent que ces derniers sont chèrement payés pour un banal boulot.

Par Mady Bangoura



# Tensions politiques extrêmes et fragilité des fibres ethniques

## Les raisons d'un probable maléfice

Depuis plusieurs années, une véritable tension politique couve en Guinée. Si les acteurs socio-politiques ne prennent garde à certains de leurs actes, elle risque d'éclore des tensions maléfiques qui vont engendrer des crises énormes aux conséquences fâcheuses, comme à l'ivoirienne.

Il y a de cela 6 ans maintenant que les guinéens se séparaient des militaires qui avaient pris le pouvoir après la mort du général Lansana Conté au terme de 24 ans de règne sans partage. Lui-même ayant succédé à Sékou Touré qui en avait fait 26 à la tête du pays qu'il martyrisait à volonté. Le miracle guinéen s'est produit en 2010 avec à la clé l'élection très controversée du professeur Alpha Condé. Même si certains étaient restés sceptiques dès le départ, la majorité espérait en finir avec l'injustice, la discrimination et la haine sous toutes leurs formes. L'espoir fut de courte durée. Celui que l'on considérait comme le messie de la Guinée, s'est montré au grand jour. C'est d'abord à l'héliport de Bellevue qu'il a dévoilé son vrai visage en surprenant plus d'un avec son discours haineux

à l'encontre une composante ethnique du pays. Sur le plan politique, le nouvel élu se passe des accords d'Ouaga en refusant d'organiser les législatives prévues qui étaient pourtant programmées durant les 6 mois qui suivaient son élection. Ces consultations n'auront finalement eu lieu que 4 années plus tard. Ce, après plusieurs manifestations de l'opposition réprimées dans le sang, avec leur lot de morts ; plus de 60 opposants tués, des blessés et des pillages. Initialement prévu durant le premier trimestre 2016, le pouvoir, par l'entremise de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), a trouvé un moyen de les reporter jusqu'en octobre 2016.

### Prête à en découdre

Reproché de ne pas poursuivre son combat jusqu'au bout, le président de l'UFDG éprouve l'envie de changer de stratégie pour rassurer ses adeptes encore sceptiques sur sa détermination à pousser le combat. Alors que le chef de file de l'opposition est conscient certes du danger que représenterait un bras de fer avec le régime actuel.

### Désir de vengeance

Chaque homme a une fierté qu'il ne foulerait pour rien au sol. C'est pourquoi, quoiqu'on dise Cellou Dalein Diallo en voudrait à Alpha Condé qui lui a, par deux fois, ravi la victoire

en 2010 et en 2015. Déjà, au cours de son dernier meeting dans la commune de Matoto, il a invité ses militants à rester mobilisés à partir du 4 août «pour faire partir Alpha Condé».

La réaction de la mouvance présidentielle ne s'est pas fait attendre. Dans un communiqué, elle a accusé le chef de file de vouloir organiser «un coup d'Etat» et a, par la même occasion, mis en garde contre toutes les velléités de déstabilisation de l'ordre public. Au cours d'un meeting organisé dans l'après-midi du dimanche 24 juillet 2016, au stade Kabinet Kouyaté de Matoto, la coordinatrice du RPG Arc-en-ciel, Nantou Chérif Konaté s'est défoulée sur l'opposition qui embête le pouvoir du président Alpha Condé. «Ceux qui dénoncent aujourd'hui, ont gouverné la Guinée pendant 11 ans, mais ils n'ont rien fait».

Elle prévient que «si l'opposition sort le 4 août, elle va trouver le pouvoir sur son chemin» parce que «le RPG est débout et vivant». Ces propos qui sonnent plutôt comme une sorte de mise en garde contre les opposants de ce qui pourrait advenir des prochaines manifestations augmentent les inquiétudes au sein des populations. Sachant que par le passé, les manifestants ont toujours été réprimés dans le sang. Cette pénitence ne va pas changer quand on sait que l'Assemblée nationale a adopté une loi

autorisant les forces de maintien d'ordre à utiliser des armes à feu contre les manifestants. Déjà habitué à tirer sur des civils non-armés sans en être inquiétés par la suite, et maintenant imbues d'un texte juridique les protégeant davantage et avec les accusations d'une tentative de coup qui s'y ajoutent, les forces de défense et de sécurité sont confortées dans leurs positions répressives. Tous les ingrédients sont réunis pour pousser policiers et gendarmes à faire encore d'autres victimes lors des prochaines protestations de l'opposition. En tout cas, cela ne surprendra personne.

### Amnisty s'en offusque

En 2015, Amnesty international a publié un rapport intitulé «Empêcher le recours excessif à la force et respecter le droit à la liberté de réunion pacifique» en Guinée. Dans ce document, l'ONG il rappelle que le recours excessif à la force a engendré des drames particulièrement choquants et connus de tous, survenus lors de campagnes électorales ou à l'occasion d'autres formes de contestation du pouvoir. Le rapport évoque par exemple le meurtre de 135 manifestants qui réclamaient le départ du président Lansana Conté en janvier et février 2007. Celui du 28 septembre 2009, où les forces de sécurité, y compris des militaires, ont ouvert le feu sur des manifestants de l'opposition, tuant 150

personnes et en blessant au moins 1 500 ou encore les 9 morts et les 40 blessés environ lors des contestations de l'opposition durant la campagne électorale ayant précédé les législatives de 2013. «Jusqu'à présent, l'obligation de rendre des comptes pour ces graves atteintes aux droits humains a été bien mince, malgré certaines inculpations récentes liées au massacre du stade, en 2009».

Même si des efforts ont été faits depuis l'élection d'Alpha Condé en 2010, pour limiter le recours excessif à la force. Toutefois, regrette-t-on, «le recours excessif à la force qui a marqué les manifestations d'avril et de mai 2015 montre que de plus amples réformes s'imposent de toute urgence. Au cours de ces manifestations, 6 personnes (manifestants ou passants) ont été tuées et plus de 100 ont été blessées, dont des enfants. Des centaines de manifestants ont été arrêtées. Quelques mois plus tard, une nouvelle loi sur le maintien de l'ordre public, adoptée en juillet 2015, a quelque peu amélioré le cadre juridique encadrant le recours à la force et le droit de réunion pacifique dans le pays. Mais cette loi est encore loin de respecter les normes internationales».

Abdoul Malick Diallo

# Rafiou Sow se repositionne dans la mouvance

Le président du Parti du renouveau et du progrès (PRP) fait partie des alliés qui ont porté main forte au président Alpha Condé alors candidat à sa propre succession en 2015. Aujourd'hui, avec d'autres confrères politiciens, Rafiou Sow vient de créer la Coordination des partis alliés de la mouvance (Copam) près. Il nous explique ce qui a prévalu à la mise sur pied de cette organisation. Non sans recadrer le débat sur la prétendue corruption qui plane sur lui et ses paires.

**Le Populaire : Vous venez de mettre en place une structure qui soutient les actions du président de la République. Dites-nous ce qui a motivé cela ?**

Rafiou Sow : Il était temps que les alliés du président de la République s'organisent autour d'une structure. Il y avait déjà une première structure qui regroupait en son sein un certain nombre de partis politiques et qu'on appelait le Club des alliés, dont feu Rougui Barry était la marraine. Et Elhadj Bouna Keita, le coordinateur. C'est lui, Elhadj Bouna Keita qui a eu l'occasion de rencontrer le président pour lui parler de ces alliés. Et puisque nous sommes nombreux, le président Alpha Condé lui a demandé de réunir tous ses alliés au sein d'une organisation. C'est alors qu'il l'a mandaté avec Baadikko Bah et Dr M'Bemba Traoré qui ont

travaillé en connivence pour mettre cette structure en place. C'est à l'issue de cela que le président nous a reçus le lundi passé.

**Que peut-on retenir des objectifs de la Copam ?**

Les partis signataires de cette structure accompagnent les actes de développement posés par le président de la République. Nous soutenons et accompagnons toutes activités positives. La Copam a pour objectif également de renforcer la cohésion sociale, d'être un conseiller du président de la République, à recueillir les préoccupations de la population guinéenne et de les transmettre à qui de droit, c'est-à-dire le gouvernement et le président de la République. Et au sein de la Copam, il y a plusieurs commissions qui s'occupent d'un peu de tout en vue de mettre des projets en place et

les remettre au président de la République. Tout cela, dans le souci de l'aider à atteindre ses objectifs et à faire avancer tant politiquement, économiquement que socialement notre pays.

**L'autre actualité, c'est cette menace proférée par l'opposition républicaine qui s'invite dans les rues ce jeudi 4 août. Comment cela est-il perçu par**

manifest. Mais, nous demandons que cela, s'il doit se tenir, ait lieu dans l'ordre et la quiétude sociale. Nous ne voulons pas que les gens meurent, que les véhicules soient caillassés, qu'on s'en prenne à des innocents. Ce qui prévaut pour l'instant, le président de la République, son souci, c'est de pouvoir réunir tous les acteurs autour

sont souvent synonymes de violences, de perte de revenus sur le plan économique. La Copam a demandé au président de la République de continuer de tendre sa main à l'opposition, d'être à son écoute et d'ouvrir une table de dialogue où toutes les sensibilités seront représentées.

**Des indiscretions vous accusent d'avoir été corrompus par le président Alpha Condé. Votre réaction à propos ?**

Nous ne sommes pas corruptibles. Et nous nous inscrivons en faux. Vous savez, un bébé vient de naître. C'est un bébé qui sera très fort. C'est pourquoi on a la prétention de nous mettre les bâtons dans les roues. Vous savez, quand vous voulez tuer votre chien, vous l'accusez de rage. Et ce qu'il faut préciser, la Copam, ce sont les partis politiques qui ont accompagné le président de la République pour sa réélection en 2015. Donc, ce sont les mêmes partis qui ont décidé, et puisque nous sommes tributaires de ses actions, nous avons décidé de nous retrouver et de l'accompagner dans ce sens, pour ne pas qu'il échoue. Parce que nous serons comptables de cet échec.

Réalisée par  
Mady Bangoura



**le PRP dont vous êtes le président ?**

Le PRP est un fervent défenseur des droits de l'homme et de la Constitution. Donc, nous ne renions pas les manifestations qui sont d'ailleurs un droit consacré. C'est leur droit de

d'une table. Il a instruit au Premier ministre d'aller à l'écoute de l'opposition pour savoir c'est quoi le problème et essayer d'aplanir les divergences, s'il y en a. Puisque vous savez autant que moi que les manifestations de l'opposition



## Abdoulaye Condé, conseiller du PDG du Groupe Business Marketing "Antonio Souaré est une valeur à protéger"

Cette entrevue a été réalisée à Nantes en France par *universports.info*. Abdoulaye Condé, conseiller principal du PDG du Groupe Business Marketing aborde plusieurs questions liées au Horoya AC mais aussi à son patron Mamadou Antonio Souaré.

**Universports.info: Le Horoya AC a été sacré champion de Guinée de la saison 2015-2016. Quels sont vos sentiments?**

Abdoulaye Condé : De joie bien évidemment. Je félicite les joueurs et l'encadrement technique, dirigeants et particulièrement le président du Horoya, Antonio Souaré. C'est la victoire d'une équipe, mais c'est surtout la récompense d'un sacrifice, des investissements lourds d'un homme convaincu de faire rayonner le football guinéen sur la scène internationale, en l'occurrence, le président Antonio Souaré. Je suis particulièrement heureux pour lui. Il reste donc à continuer le travail pour faire mieux dans les compétitions africaines de l'année prochaine.

**Ce sacre arrive au moment où votre président fait la Une des médias guinéens sur beaucoup de sujets. Si depuis quelques années, son image a généralement été appréciée des guinéens, on constate ces derniers temps que le relatif bon rapport avec la presse se dégrade. Pourquoi?**

Je ne partage pas ce jugement à priori très facile et qui a tendance à caricaturer l'image d'un homme extrêmement attaché à la presse et très respectueux des libertés et droits de celle-ci. Je ne vois aucune dégradation. Tout au contraire, il envisage d'accroître son aide au renforcement des capacités de la presse notamment sportive dans les deux prochaines années.

**Et pourtant lors du tirage au sort de la Coupe Nationale édition 2016, il a été très véhément et a**

**même menacé de "répondre désormais coup par coup"?**

Menaçant et véhément contre qui? Le jour où il sentira être attaqué par X ou Y, il répondra clairement. Mais, je vous assure que la presse n'a jamais été et ne sera jamais une cible pour lui. Lui qui ne cesse de répéter à ses collaborateurs: "nous ne penserons jamais tous de la même façon, chacun ne verra qu'une partie de la vérité et sous des formes différentes" connaît et respecte l'utilité des médias. Même dans la critique acerbe, il estime que la presse reste un partenaire indispensable. Un homme qui n'aime pas la presse ne monte pas une chaîne à la dimension de CIS-MEDIAS pour faire employer des professionnels guinéens et africains.

**Mais, on accuse votre président de se créer désormais des ennemis, adversaires, de sortir de sa modestie avec des déclarations d'autosatisfaction?**

Pouvez-vous nous aider à identifier ces ennemis et adversaires? Je n'en connais pas moi. Lui non plus ne s'est jamais désigné un adversaire. Non, c'est un injuste procès, une fausse appréciation de l'homme. Antonio n'est pas grandiloquent. Depuis toujours, et vous le savez très bien, il a pour le Guinéen, de quelque bord qu'il soit, la même admiration, le même respect et la même disponibilité. Et jamais, il n'a changé. Mais, l'unanimité est une impossible équation et il ne peut aider tout le monde malgré son exceptionnelle sensibilité pour les cas sociaux. Cependant, son



Abdoulaye Condé, conseiller principal d'Antonio Souaré.

ambition manifeste d'être utile à son pays, en jouant sa partition au profit de la jeunesse et du sport Guinéens, est une réalité de tous les jours. Sans doute que tout n'est pas parfait dans la forme, mais dans le fond son engagement est une opportunité à saisir. Le rôle justement de son entourage est de faire en sorte

"ennemis" dépendra de la faiblesse, des incohérences des proches. Antonio n'a pas d'adversaires et ses proches n'ont pas le droit de lui en fabriquer. Pour nous ses collaborateurs, la conduite est d'éviter de déranger le climat de paix, de quiétude, de considération dans lequel le président Antonio Souaré a construit sa réussite,

**ment au point de perdre son habituel sang froid?**

C'est un malfaiteur qu'on prive de son sommeil, de sa liberté pas un honnête homme. Antonio Souaré ne souffre pas d'insomnie. Pouvez-vous me dire le crime commis par Antonio Souaré en Guinée? Je crois que nous devons jauger nos mots.

**Pourquoi alors cette colère?**

N'oubliez pas que le riche homme d'affaires, le Président du Horoya AC, président de la Ligue professionnelle de football, est un homme public exposé à des critiques, coups bas, à des risques et méfaits pouvant provenir même d'éléments de son entourage proche ou lointain. Pour l'instant ne tombons pas dans l'émotionnel, laissons le temps faire jaillir la vérité. Mais je peux



La célébration du sacre du HAC par les joueurs, les fans et les encadreurs, ne fait point oublier au staff de GBM le défi de remporter la Ligue africaine des clubs champions.

que cette ambition soit rationnelle et serve la cause qui la motive. Nous ne devons pas permettre que sa bonne volonté, qui n'est nullement un devoir d'Etat, d'aider son pays et la jeunesse guinéenne soit souillée et interprétée contre lui. La force de ceux que vous appelez "adversaires" ou

sa notoriété, sa respectabilité nationale et internationale et non de se faire valoir dans des conflits et adversités que nos maladresses et actes peuvent créer ou provoquer.

**Alors, contre qui est-il en colère votre patron, qui l'empêcherait de dormir si tranquille-**

vous garantir que la règle d'or de la conduite chez lui, reste toujours l'humilité, le respect de l'autrui, la tolérance mutuelle.

**De son entourage?**

Pourquoi pas? Nul n'est parfait. Nous ne sommes pas des Saints. Et nous pouvons lui être plus nuisibles que ses adversaires ou supposés tels. Je crois avoir suivi les mouvements des hommes de ce pays gravitant autour des personnalités politiques et hommes d'affaires depuis plus de 30 ans au gré du vent, des intérêts personnels en faisant croire au mentor du moment qu'il est le Messie dont les Guinéens rêvent. Il faut donc rester lucide.

**Que voulez-vous dire?**

Après analyse de l'expérience que j'ai de la permanente transhumance dont nous sommes champions en Guinée, je suis catégorique en affirmant que le plus grand danger et la plus grande trahison que nous pouvons représenter pour le président Antonio Souaré seraient de nous réfugier dans la démagogie et le mensonge. Je parle de nous ses proches investis de sa confiance. Dans la collaboration avec un patron, ayant fort heureusement la tête sur les épaules comme lui, sachant que dans ses veines circule le sang et s'étant construit dans le travail farouche mais aussi dans l'humilité, la simplicité, le respect, nous ne devons pas laisser les ombres d'hier obscurcir la lumière de demain.

## Ligue 1 pro : Le HAC, un fabuleux champion

Cinquante points enregistrés avec la meilleure attaque et la meilleure défense et même le meilleur buteur en 22 journées disputées cette saison 2015-2016, tel est le bilan honorifique du champion de Guinée pour cette première année de phase professionnelle de football dans notre pays.

Le Horoya Athlétique Club (HAC) de Matam est donc un champion fabuleux comme l'a reconnu son président Mamadou Antonio Souaré.

C'est en effet la première fois qu'un champion de Guinée atteint un tel résultat à l'issue du championnat national. Cette année, cette compétition a été organisée par la Ligue guinéenne de football professionnel -LGFP. Qui a même récompensé les meilleurs de la saison en L1 comme en L2 pour 100 millions de GNF pour le champion et la moitié pour le vice-champion, l'Association sportive de Kaloum - ASK.

Et c'est bien le 16<sup>e</sup> titre de champion que les Rouge et Blanc de Matam remportent ainsi au cours de son histoire dans la compétition. Ce qui fait



Antonio Souaré, président du Horoya AC de Conakry.

du club l'un des plus titrés en la matière.

Qu'à cela ne tienne! Le Guinéen club représentera notre pays à la prochaine Ligue des champions d'Afrique, la saison 2016-2017. Et c'est dans cette perspective que s'attèlent dès main-

tenant Mamadou Antonio Souaré, l'imperturbable président du club, le staff technique et les joueurs du HAC.

Les uns et autres envisagent et s'y préparent en conséquence pour la conquête d'un trophée continental.

Or, cela passe forcément par un meilleur recrutement de nouveaux talents pour l'effectif et une meilleure organisation interne de tous les détenteurs d'une portion de pouvoir au sein du club.

Pour les moyens matériels, logistiques et financiers, le bailleur de fonds ne lésine pas. Antonio Souaré est un homme d'honneur qui est disposé à tout sacrifice pour booster son club d'abord, le football guinéen et même continental ensuite. Il l'a prouvé à toutes les occasions qui lui sont offertes çà et là en Guinée et ailleurs.

En effet, Antonio Souaré est sur une bonne dynamique d'accompagnement du football guinéen en vue d'en faire un pays de rêve pour la pratique du cuir rond afin d'inciter davantage d'étrangers à venir opérer sur nos pelouses. En témoignent tous les investissements consacrés à date

par le PDG du Groupe Business Marketing - GBM - dans la vie du football, à savoir le HAC, le centre de loisirs et de sports de Yoropoguiyah, le groupe CIS Média (Radio, Télé et Online) et tous les sponsorings effectués entre autres chez nous en Guinée et ailleurs.

A rappeler de passage que la LGFP est l'une des toutes dernières ligues nationales d'Afrique à naître, cependant elle peut être fière des résultats qu'elle a glanés pour sa première année d'existence. Par ailleurs, l'on ne passera pas sous silence le cérémonial de clôture du présent championnat national de L1 de Guinée. Une première du genre dans notre pays à la fin d'une compétition. La pléiade d'artistes venus émerveiller le public du stade du 28 septembre le 27 juillet dernier s'était montré à la hauteur de l'événement du jour. Bravo au Horoya Athlétique Club - HAC - et bon vent donc au club de la banlieue de Conakry dans la course de la Ligue des champions d'Afrique la saison prochaine!

Ibrahima Diallo  
DG Radio Liberté FM

Suite à la page 11



Suite de la page 10

**En quoi faisant M. Abdoulaye Condé ?**

Nous avons l'obligation de la loyauté, de la fidélité mais aussi et surtout de la vérité et de l'honnêteté. Comme disait l'actrice française, Brigitte Bardot : "les blessures les plus profondes ont toujours eu trait à des trahisons, celles d'amis ou de proches". Ces trahisons s'expriment aussi par la démagogie et le mensonge.

**Que faut-il faire dans ce pays où les opportunistes se trouvent toujours un chemin ?**

Il faut toujours interroger l'histoire pour éviter les erreurs du passé. Le président Antonio Souaré est un homme de valeur très apprécié par ses compatriotes et les africains qu'il mérite d'être protégé. A cet effet, la méthode de travail devant être la nôtre, est la vérité et l'honnêteté que nous lui devons. Le président Antonio Souaré a-t-il les moyens de consacrer une partie de sa fortune à l'épanouissement de ses compatriotes et au développement de la Guinée? Nul doute que oui, c'est l'essentiel même si le désaccord est possible sur la forme, adversaires et amis du PDG du Groupe Business Marketing ne s'opposent pas sur l'essentiel qui est de servir la Guinée. Il revient à nous ses collaborateurs, la responsabilité de ne pas trahir ou travestir cette noble cause, en l'aidant à harmoniser la forme et le fond. Il ne faut pas que nos comportements alimentent les attaques contre lui. Car nous ne devons jamais confondre la nature de sa personnalité et celle de son attitude. Sa personnalité, apprécié et respecté sur la scène nationale et internationale, est celle qu'il s'est forgé lui-même ; son attitude, elle, dépend de ce que nous sommes, de notre conduite, nous ses proches.

**Que dites vous des critiques et attaques relatives au bail de gré à gré du stade de Nongo ?**

Elles sont simplement sans fondement. Où est le bail de gré à gré pour un stade n'intéressant aucun opérateur financier à travers le monde ? Ou nous ignorons l'histoire de ce stade ou nous refusons de regarder la réalité en face. Pour la petite histoire, il importe de rappeler aux uns et aux autres que lors du sommet Sino-Africain tenu en novembre 2003 à Addis Abeba, la 4<sup>ème</sup> économie mondiale a décidé de marquer sa présence sur notre continent par la construction des grandes infrastructures publiques. Le président chinois d'alors, Hu Jintao a annoncé le doublement de l'aide à notre continent avant 2009, d'offrir 5 milliards de dollars de prêts et crédits à taux préférentiel aux pays africains dans les 3 prochaines années, d'effacer la dette des plus pauvres grâce à des prêts à taux zéro et s'était engagé à construire 30 hôpitaux, une centaine d'écoles en milieu rural, des stades, des palais présidentiels et législatifs et à consacrer 37 millions de dollars à la lutte contre le paludisme. Dans ce lot de promesses et contrats, notre



Cheick Dem affiche sa joie depuis la loge officielle du stade du 28 septembre.

pays a bénéficié, entre autres, d'un hôpital et du stade de Nongo. La Côte d'Ivoire a eu droit à un palais et ses appartements pour son Assemblée nationale à Yamoussoukro. J'ai eu le privilège, avec Naman Camara, président de la section guinéenne de l'Union des journalistes de la presse francophone (UJPLF) et Alpha Abdoulaye Diallo du journal "Le Populaire" ainsi que de nombreux journalistes venus des pays francophones, d'assister à l'inauguration du palais de l'Assemblée ivoirienne et d'être l'un des premiers à habiter dans les appartements dédiés aux députés ivoiriens en janvier 2007. Alors que le palais offert à la Côte d'Ivoire était opérationnel depuis janvier 2007, en Guinée, ce n'est qu'en septembre 2007 que l'Etat, à travers le gouvernement de Lansana Kouyaté (avec Baidy Aribot comme ministre des sports), a pu enfin remplir les conditionnalités nécessaires

au démarrage des travaux du stade de Nongo. Les conditions réunies, les chinois ont tenu leur promesse par la construction du stade. Avec l'instabilité gouvernementale et l'absence de l'Etat, conséquences de la maladie du Général Lansana Conté, la Guinée avait accusé un énorme retard et continue d'accuser encore du retard pour rendre opérationnel le stade de Nongo. Même si certains ministres des sports ont fait sortir des milliards de francs Guinéens du Trésor public pour des faux travaux, l'Etat se montre toujours incapable et aucun homme d'affaires ne manifeste d'intérêt et le stade, malheureusement, se meurt dans la dégradation. C'est dans ce contexte de désespoir national que le PDG du Groupe Business Marketing (GBM), Antonio Souaré a accepté le principe de rendre enfin opérationnel le stade de Nongo 10 ans après le lancement des travaux de sa construction. Honnêtement, faut-il encourager et féliciter cet acte de patriotisme ou le vouer aux gémonies? Il est important que nous comprenions tous et très clairement, que ce n'est pas une faveur que l'Etat Guinéen accorde à Antonio. Tout au contraire, le Gouvernement lui demande de mettre la main à la poche et de financer à sa place un projet public qui n'est pas exécuté par une entreprise lui appartenant. Partout dans le monde, les Patrons d'entreprises ont pour vocation de soumissionner à des marchés et y tirer des bénéfices. Par patriotisme, il fait l'exception. Ma conviction est que le PDG du Groupe Business Marketing ne tirera aucun intérêt ou avantage financier de la gestion de ce terrain même après 100 ans. Il le sait d'ailleurs mais son cœur ne supporte pas de voir un joyau sombrer comme le Titanic. Son amour infini du football l'oblige, dans cette Guinée et même dans le monde, que vous connaissez autant que moi sinon mieux, pouvez-vous citer un homme d'affaires capable du sacrifice qu'accepte de consentir Antonio Souaré pour le stade de Nongo.

**Que dites-vous de sa proximité avec le président Alpha**

**Condé. Certains qualifient Antonio Souaré de Mamadou Sylla d'Alpha Condé.**

Rien ne rend possible la comparaison. Je le dis en connaissance de cause. Le hasard a voulu que je sois un voisin de Mamadou Sylla avec lequel j'ai des rapports amicaux et fraternels. Même si je ne veux le pas, et c'est le cas encore aujourd'hui, je suis forcément informé de ce qui se passe chez lui. Mamadou Sylla, au domicile duquel à Dixinn Bora ne quittait pratiquement pas le président Conté jusqu'aux dernières heures de sa vie, a eu droit à tous les privilèges et marchés publics sollicités par son Groupe Futurelec à l'époque. Politiquement, je l'ai vu faire composer et défaire des gouvernements, promouvoir les cadres, etc. Je vais vous faire une révélation: En 2008, peu avant la mort du président Lansana Conté et la prise du pouvoir par le CNDD, Mamadou Sylla (grâce à Boubou Barry, actuel ministre de l'industrie) est de ceux qui ont plaidé la nomination du capitaine Moussa Dadis Camara au service des carburants de l'armée auprès du ministre de la défense de l'époque, Almamy Kabele Camara. Antonio Souaré, à ce que je sache,

Alpha Condé, l'obligation qu'a le citoyen envers le président de la République.

**Les rapports sont tendus avec les dirigeants de l'ASK?**

Savez-vous que le fondateur de l'Association Sportive de Kaloum s'appelle Cheick Abdel Kader Sangaré, actuel président délégué du Horoya et l'un des plus proches amis actuels du président Antonio Souaré ? Ni avec l'ASK ni avec un autre club, les relations ne sont tendues. La philosophie du président Antonio Souaré est claire : "Sur le terrain, des adversaires de 90 minutes s'affrontent, après le coup de sifflet final, ce sont les frères et amis qui se retrouvent."

**Et les relations entre le président de l'ASK, Boubah Sampil et le président du Horoya Antonio Souaré ?**

Ce sont des rapports entre dirigeants de clubs et entre frères. Nous avons pour principe, le respect et la considération pour tous les clubs guinéens de toutes divisions confondues. Et tous ceux qui – tant soit peu – financent des clubs ont l'obligation de s'entendre, de se donner la main, de travailler ensemble sinon les efforts pour sortir le



Le président-délégué du HAC, l'ancien ministre des Sports Kader Sangaré, le président Antonio et le Vice-président Soufiane Souaré lors d'un match au stade du 28 septembre.

n'est pas un privilège du régime Alpha Condé. Il ne participe pas à la constitution de ses gouvernements et n'a bénéficié d'aucun marché public à ce jour. Où est alors la ressemblance ? Le stade de Nongo, qui fait couler des tonnes de salives et d'encre, vous l'avez compris, c'est Antonio Souaré qui se charge, à la place de l'Etat Guinéen, de financer la finition des travaux, de payer de sa poche l'entreprise ou les entreprises qui seront retenues pour l'exécution des travaux. Il n'a pas fait soumissionner une de ses sociétés pour bénéficier d'un marché public mais plutôt accepté, pour son pays, la jeunesse, le sport guinéen et pour le chef de l'Etat, de régler la note du prestataire ou des prestataires. Comme beaucoup de ses compatriotes, le président guinéen a de l'admiration et du respect pour cet homme qu'il trouve sérieux et patriote. Antonio Souaré a pour

sport Guinéen du creux de la vague risquent de s'éterniser. Le président Antonio Souaré est venu avec cette logique quand il reprenait le Horoya AC en 2011-2012. J'ai eu l'occasion de le signifier depuis 2012 au président de l'ASK. Tous les dirigeants sportifs et les sportifs guinéens sont également convaincus de la disponibilité du président Antonio Souaré qui a décidé de s'inscrire dans le registre de l'histoire du football

**Universports.info vous remercie pour votre disponibilité ?**

C'est moi qui vous remercie et bonne continuation. Je lis tous les jours votre site qui traite toutes les informations des autres disciplines, bravo et du courage !

Recueillis depuis Nantes par  
**Moussa Campos Soumah**



Sékou Camara, le directeur délégué de Maj Afrique International en Guinée pose avec le trophée.







## VOX NEWS

Retrouvez Victoire Eyoum, Pierre-Luc Roy, Heridel Ntema et la rédaction de VoxNews du lundi au vendredi à 19h30 GMT

LA TÉLÉVISION PANAFRICAINE PAR EXCELLENCE

SFR  
555

free  
475

Bbox  
661

LES ROYAUMES  
CANAL+  
33

numéricable  
288

DARTY BOX  
650

zuku  
824

sky  
218

DStv  
191

GOTV  
16

vox africa

@VOXAFRICA /VOXAFRICA

www.voxafrica.com



Libre Tribune/

# Respect de la parole donnée.

Comme les tenants du régime ne semblent plus accorder de respect à la parole donnée et qu'ils font tout pour être sur la voie des anciens, Alpha Saliou Wann signe ce texte pour rappeler les Guinéens à l'essentiel : le respect de la Constitution.

**L**e respect de la parole donnée est un principe sacré dans nos valeurs ancestrales. Nos anciens disaient que celui qui ne respecte pas sa parole, ne trouvera que malheurs sur son chemin. Ils préféreraient la mort au déshonneur de ne pas tenir parole.

Tous nos pays africains ont accédé à l'indépendance après la seconde guerre mondiale. L'humanité a tiré les leçons des horreurs de cette guerre et les conséquences gravissimes pour la dignité humaine du fascisme. Cette prise de conscience a été sanctionnée par l'adoption de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1948. C'est donc en tant que pays libre et souverain que nous avons adopté notre première Constitution le 10 novembre 1958 qui proclamait son adhésion totale à cette déclaration des Nations Unies. Depuis notre indépendance, nous avons librement adopté nos constitutions de 1958, 1990 et 2010. Au vu des actes posés par nos dirigeants, nous pouvons affirmer clairement, qu'ils n'ont respecté ni la lettre, ni l'esprit de ces différentes constitutions. Ils n'ont pas respecté leur parole donnée, c'est pourquoi, malgré ses immenses potentialités naturelles, notre pays n'a connu que des malheurs depuis bientôt 60 ans. Pour cacher leur forfaiture morale et politique de ces dirigeants, des voix s'élèvent pour dire que c'est le fait de vouloir imposer un système démocratique occidental contraire à nos traditions qui est la cause principale de notre faillite politique. Or, nous venons de le voir, c'est en toute liberté que nous avons adopté notre première Constitution et donc le mode d'organisation des institutions de l'Etat et surtout les devoirs et droits fondamentaux des citoyens. Le strict respect de sa parole donnée et le caractère sacré de la vie humaine ne sont pas des valeurs importées pour nos sociétés. Des contre-pouvoirs ont toujours existé pour contenir le pouvoir du chef, qui du reste, avait l'obligation de respecter strictement les traditions au risque d'être destitué notamment par le Conseil des anciens. Dans ces temps, les chefs avaient l'obligation d'assurer la paix, la sécurité et le bien-être de leurs populations. Ces devoirs étaient sacrés. La seule nouveauté apparue après l'Afrique pré-coloniale dans la pratique de dévolution du pouvoir, c'est le vote libre des populations pour choisir désormais leurs dirigeants. Et c'est cette liberté de choix, que les dirigeants post-coloniaux ont confisqué. Toute l'histoire moderne africaine avec son douloureux cortège de gâchis humain, politique, économique et social se résume à cette confiscation de la souveraineté



**Alpha Saliou Wann**  
Président de l'AFD

populaire des peuples par des oligarchies corrompues, violentes et incompétentes. Nous ne voyons pas de changement en ce qui concerne les devoirs qui incombent aux chefs qui gardent toujours les mêmes responsabilités envers leurs concitoyens. Certes, la gestion de l'Etat devient plus complexe, mais les objectifs recherchés au bénéfice des populations sont toujours restés inchangés en tout temps. Ce qui est nouveau, c'est la captation par le chef des biens de toute la

cadre Deffere est adoptée sur l'initiative de Gaston Defferre ministre des Territoires d'outre-mer et maire de Marseille et de Felix Houphouët-Boigny ministre d'Etat délégué à la présidence du Conseil et maire d'Abidjan. Elle instaure le suffrage universel direct et le collège unique. Elle établit dans tous les territoires, des Conseils de gouvernement qui bénéficient d'une large compétence sur toutes les questions d'intérêt local, il s'agit donc d'une large autonomie.

A l'indépendance, ce sont des dirigeants qui avaient siégé au Palais-Bourbon à Paris, dirigés des gouvernements locaux qui ont pris les rênes du pouvoir dans leurs pays respectifs. A qui la faute s'ils ont tracé une autre direction à leurs pays en s'éloignant des valeurs démocratiques, en instaurant des pouvoirs autoritaires? Ce sont eux qui ont mis fin brutalement à l'expérience démocratique dans leur pays. Les partis, les syndicats, les journaux sont devenus uniques, tous étant au service exclusif d'un leader unique aux pouvoirs absolus.

A partir de 1990, un vent de changement souffle de nouveau en Afrique, partout les jeunes africains réclament la démocratie et la fin des partis uniques. Alpha Condé fait partie de cette génération de leaders politiques africains qui seront les porte-parole de cette puissante lame de fond qui porte des revendications pour le changement démocratique.

le général Lansana Conté parce qu'il a ressuscité le Parti-Etat et pour son autoritarisme et sa mal gouvernance, c'est ce qui faisait l'unanimité au sein de l'opposition de l'époque et même ses partisans ne doutaient pas que c'était bien le sens de notre combat et non pour des raisons basement ethniques. Depuis le deuxième tour de l'élection présidentielle de 2010, Alpha Condé a fait voler en éclat ce consensus en menant une agressive campagne ethnique et depuis qu'il est au pouvoir, il poursuit cette voie dangereuse qui est une menace pour notre vivre ensemble, pour l'unité nationale.

Maintenant, nous sommes dans un tournant décisif de notre histoire. Nous devons tous nous retrouver pour nous mettre d'accord sur la place à donner à cette valeur cardinale défendue jadis par nos anciens : le respect de la parole donnée. Les responsables politiques des partis, les responsables des institutions républicaines, les chefs des forces de défense et de sécurité, les chefs religieux, les responsables de la société civile, en fait, toutes les composantes politique et sociale de notre société doivent se prononcer sur la nécessité vitale de respecter la Loi suprême de notre Etat. Nous ne pouvons pas construire un Etat, ni parvenir à éradiquer la pauvreté et assurer la prospérité dans notre pays en ne respectant pas notre Constitution. Aucune société humaine ne peut s'épanouir, se développer, vivre dans la

devant le sacro-saint «respect de la parole donnée» par celui d'entre nous qui aurait à prêter serment devant le peuple de Guinée et sur son honneur de respecter et faire respecter la Constitution.

Des voix autorisées disent avec insistance que le 21<sup>ème</sup> siècle sera africain, mais à condition que les dirigeants africains respectent l'Etat de droit qui peut garantir le respect des contrats. Les investisseurs ont horreur des incertitudes quant à l'applicabilité des lois et donc de la garantie d'une justice indépendante et impartiale. Il n'y a ni miracle, ni fatalisme, mais des règles universelles à respecter pour tous ceux qui veulent développer leur pays. Partout où le mérite est un délit, la médiocrité la norme et les lois sont bafouées, il n'y aura que la misère et la violence. Des pays qui étaient pauvres, sans ressources naturelles comme la Corée du sud et Singapour, mais à force de travail et de respect stricte de leurs lois se sont hissés au rang des pays industrialisés. Dans ces deux pays, les meilleurs sont recrutés par l'administration, la méritocratie est une règle d'or dans tous les secteurs d'activité. Leurs leaders sont des exemples pour l'ensemble de la société. C'est cette rigueur qui manque à l'Afrique où les solidarités ethniques prennent le dessus sur toutes les valeurs qui ont permis aux pays occidentaux et maintenant les pays émergents asiatiques d'atteindre un niveau de développement élevé. Nous avons le choix de vivre dans la pauvreté ou la prospérité. La pauvreté, c'est la loi de la jungle, le règne des médiocres et la prospérité, c'est le règne du droit. Nous avons un choix de société à faire. Qu'on ne nous divise pas, la question centrale, l'enjeu majeur pour notre pays se résume au strict respect de la Constitution qui est notre Loi suprême. Celui qui sait qu'il ne pourra pas la respecter et la faire respecter, qu'il s'abstienne de vouloir être président. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation intenable où Alpha Condé a fini de domestiquer toutes les institutions républicaines du pays, y compris l'armée. Il détient un pouvoir absolu qu'il exerce selon son bon plaisir, c'est un pouvoir hors-la loi. Qui pour lui faire entendre raison? Nous sommes une partie intégrante de l'histoire humaine qui nous enseigne que la liberté ne se donne pas, mais elle s'arrache. Face à l'irresponsabilité de toutes les institutions de la République, il ne nous reste plus que l'article 21 alinéa 4 de notre Constitution qui dispose : Le peuple de Guinée a le droit de résister à l'oppression. C'est notre droit, maintenant libre à nous de l'exercer ou pas. Ce qui est certain, nous sommes responsables de notre condition de servitude ou de liberté. ■

**Par Alpha Saliou Wann**  
Président de l'AFD



collectivité pour son profit exclusif et ses clans familiaux en laissant sombrer dans la misère le reste de la population. Nos indépendances n'ont pas été accordées brutalement, dès 1946, il y a eu une sorte de période d'apprentissage à la démocratie occidentale dans tous les territoires africains sous domination française. Le multipartisme politique et syndical fut instauré. Des élections législatives eurent lieu en 1946 et pour la première fois des députés africains ont siégé à l'Assemblée Nationale française pour représenter leurs territoires. Enfin, la loi 56-619 du 23 juin 1956, dite loi-

De 1990 à 2010, la jeunesse guinéenne a payé un lourd tribut pour la conquête de la démocratie et de l'Etat de droit dans notre pays. Il y a eu beaucoup de morts et des vies humaines brisées pour cet idéal démocratique. Un seul mot suffit pour Alpha Condé : IMPOSTURE. Et c'est notre soeur Doussou Condé, dont la légitimité dans le combat durant cette période héroïque ne souffre d'aucun doute, qui a su si bien exprimer la trahison d'Alpha Condé qui prétend avoir combattu 50 ans pour nos libertés, la démocratie et l'Etat de droit. Pour masquer cette forfaiture politique, il a introduit le virus ethnique dans la lutte

cohésion et en sécurité tout en violant ses propres lois. Nous sommes 12 millions de Guinéens sur un territoire de 245.857 km<sup>2</sup> et au moins 5 millions qui vivent à l'étranger (ceux qui ont fui la misère et les violences politiques). Avec la montée des populismes, la stigmatisation des immigrés partout dans le monde y compris donc en Afrique, nous n'avons que la Guinée qui nous reste, c'est la terre de nos ancêtres. Il faut impérativement que les lois soient respectées dans notre pays et que ses dirigeants s'acquittent honorablement de leurs responsabilités. On tourne, tourne, mais on se retrouvera toujours





## CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée  
La CNSS, l'institution qui garantit  
les travailleurs et leurs familles*

### Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales  
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents  
du travail et maladies professionnelles  
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides  
Des prestations de l'assurance maladie



## COMMUNIQUE

La Direction Générale de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, informe les pensionnés de la zone spéciale de Conakry, du paiement des pensions de l'échéance du 1er juillet 2016, à partir du mardi 05 juillet 2016.

Journée du mardi 05 juillet au lundi 11 juillet 2016 ..... Paiement des banques et assurances  
Journée du mardi 12 juillet au mercredi 13 juillet 2016 ..... CBG Conakry  
Journée du jeudi 14 juillet au lundi 18 juillet 2016 ..... ACG Conakry  
Journée du mardi 19 juillet au mercredi 20 juillet ..... CBK Conakry  
Journée du mercredi 21 juillet au vendredi 22 juillet ..... du Lot 1 au Lot 50 et invalides  
Journée du mardi 26 juillet au mercredi 27 juillet 2016 ..... du Lot 51 au Lot 100  
Journée du jeudi 28 juillet au mercredi 29 juillet 2016 ..... du Lot 101 au lot 150  
Journée du mardi 02 au mercredi 03 Août 2016 ..... du Lot 151 au Lot 193  
Journée du jeudi 04 au vendredi 05 Août 2016 ..... Paiement Spécial des veuves du Lot 1 au Lot 50  
Journée du mercredi 09 au jeudi 10 août 2016 ..... Paiement spécial des veuves du Lot 51 au Lot 100  
Journée du jeudi 11 au vendredi 12 Août 2016 ..... Paiement spécial des veuves du Lot 101 au Lot 125  
Journée du mercredi 17 au jeudi 18 Août 2016 ..... Paiement spécial des nouvelles concessions et fin du programme.  
Pour les agences de Matam, Ratoma et Matoto, les opérations de paiement, débuteront le vendredi 08 juillet 2016.  
Les retraités payés par virement bancaire, pourront se présenter aux guichets de leurs banques et agences respectives, à compter du vendredi 15 juillet 2016.

La présence physique de chaque pensionné, muni de sa carte de retraite et de sa carte d'identité, est obligatoire.

Le Directeur Général  
M. Malick Sankhon

## Document/ Lettre ouverte à la 8<sup>ème</sup> législature de la Guinée

Le 10 décembre 2014, Elhadj Momo Bangoura, ancien député du PDG-RDA durant les deux législatures du régime Lansana Conté ouvre cette lettre aux parlementaires élus le 28 septembre 2013. Le rappel historique qu'il fait et sa lecture de ces pages de l'histoire récente du pays sont d'une grande importance. Nous vous souhaitons une bonne lecture!

Honorables députés, C'est pour moi un honneur et un agréable devoir de m'adresser à vous pour vous féliciter chaleureusement de la compétence et du dynamisme dont vous faites preuve dans la gestion des affaires de la glorieuse république de Guinée.

La perfection continue que vous ne cessez de manifester dans les débats prouve à suffisance la maturité du peuple de guinée face au choix de ses représentants.

Encore une fois, je vous en félicite et vous prie de toujours œuvrer dans ce sens pour davantage mériter de la confiance du peuple du 28 septembre.

Pour un rappel de l'histoire de la lutte de libération des peuples colonisés de l'Afrique, la Guinée a eu la gloire d'en avoir été le porte-flambeau.

En effet le vote du 28 Septembre 1958 a eu pour conséquence la dislocation de l'empire colonial français, la Guinée avait fait plus de mal à la France que le Viêt-Nam et l'Algérie.

C'est le 25 Août 1958, jour d'arrivée du général de gaulle à Conakry.

Cette guerre n'est plus à justifier aujourd'hui. Ce sont des décideurs français eux-

mêmes qui l'expliquent dans leurs ouvrages et cela après la mort d'Ahmed Sékou Touré.

Parmi tant d'auteurs, je ne citerai ici que deux agents secrets français dans leur livre « la piscine » : « le général De gaulle donne le feu vert pour une action globale de déstabilisation. Pendant vingt ans, les complots vont se succéder sur le sol guinéen ...

Le leader guinéen a contre lui l'ensemble du dispositif occidental du renseignement... On décidé de frapper un grand coup : éliminer Sékou Touré est installer par la force un nouveau régime à Conakry. .... ». Ces deux auteurs, Pascal Krop et Roger Faligot ont écrit ces propos à la page 245 de leur livre. C'est après l'échec



**Elhadj Momo Bangoura**  
Ancien député du PDG-RDA

successif de ces complots qu'il a été décidé de prendre les armes contre nous, le 22 novembre 1970. Le Camp Boiro dont on parle tant n'a été que le lieu d'incarcération des guinéens recrutés pour l'exécution de ces sales besognes. Ils étaient 703 et non 50 000 selon la commission d'enquête mise



**Ils étaient 703 et non 50 000... Non contents de ces données, les soi-disant victimes du Camp Boiro ont inventé 50.000 morts en mentant, comme toujours, sur Amnesty International.**

en place par le CMRN au lendemain de sa prise du pouvoir. Ce chiffre qui comporte des doublons a été diffusé dans le rapport de compte rendu de cette commission et publié par Alseny René Gomez dans son livre, « Camp Boiro, Parler ou Périr » dans lequel il a été dénombré 117 morts par la même commission. Non contents de ces données, les soi-disant victimes du Camp Boiro ont inventé 50.000 morts en mentant, comme toujours, sur Amnesty International.

Honorables députés, c'est un devoir pour moi de vous rappeler que c'est le peuple martyr de Guinée qui avait eu la victoire. Le monde entier le sait très bien. Sur la base e cette victoire, la France et la Guinée ont décidé de se réconcilier sous l'égide des Nations Unies.

Voici un extrait du communiqué solennellement signé par les deux gouvernements : « Le gouvernement français rappelle que l'un des principes fondamentaux de sa politique étrangère est de n'intervenir ni directement, ni indirectement dans les affaires des autres Etats.... Le gouvernement français regrette les activités de ceux de ses ressortissants qui ont contrevenu à ce principe.... Il doit être instauré entre le gouvernement guinéen et français un dialogue fondé sur une pleine reconnaissance de la souveraineté, de la dignité et de la spécificité guinéenne, sur une franche discussion des questions en suspens et sur une coopération équilibrée entre partenaires égaux, indépendants et souverains... Les deux gouvernements estiment réunis les éléments

qui permettent la normalisation des rapports entre les deux Etats sur les bases justes et nettes et ont décidé de donner leur accord à ce communiqué qui sera rendu public simultanément à New-York, à Conakry et à Paris le 14 Juillet 1975.»

Messieurs les honorables Députés, voilà la preuve irréfutable de la guerre dont nous parlons.

Le président français Valéry Giscard d'Estaing est venu en Guinée en décembre 1978 pour célébrer cette réconciliation.

Ahmed Sékou Touré l'a promené dans toute la Guinée et l'institut Supérieur a effectivement existé et que le peuple de guinée l'a durement subie. Chacun d'entre nous, selon sa conviction, peut la commenter. Mais au haut lieu de la souveraineté guinéenne, qu'est l'Assemblée Nationale, il est regrettable que cette souveraineté soit mise en doute.

Si j'ai tenu à vous faire un rappel de l'histoire, c'est pour éclairer la lanterne de certains Députés qui ne savaient pas exactement comment le peuple de Guinée a subi la guerre d'indépendance et comment il avait fini par avoir la victoire.

Mon souhait le plus ardent est qu'aux yeux de toute l'Afrique, de tout le monde entier, nous refusions de ternir la gloire de la Guinée. C'est une volonté évidente de manifester le degré de patriotisme guinéen à travers toute la lutte de libéralisation.

Veuillez accepter Honorables Députés, l'expression de ma très haute considération.

**El hadj Momo Bangoura**  
Ancien député